



Conseil économique et social

Distr. générale
6 mai 2024
Français
Original : anglais

Session de 2024

27 juillet 2023-24 juillet 2024

Point 5 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2024*

Résumé

Les perspectives économiques mondiales se sont améliorées depuis janvier, les principales économies ayant évité une sévère récession. On prévoit maintenant que l'économie mondiale devrait croître de 2,7 % en 2024, au lieu des 2,4 % prévus précédemment, grâce aux résultats de l'économie des États-Unis d'Amérique qui sont meilleurs qu'escompté, et à une certaine amélioration des perspectives pour plusieurs grandes économies émergentes. Le léger renforcement de la dynamique de croissance est partiellement contrebalancé par des révisions à la baisse des perspectives de croissance pour l'Union européenne, l'Afrique et l'Asie occidentale. Dans l'ensemble, les perspectives économiques à court terme ne permettent qu'un optimisme prudent, car les vulnérabilités économiques demeurent en raison de taux d'intérêt toujours élevés, de tensions géopolitiques chroniques et de risques climatiques croissants.

L'économie mondiale doit aussi relever divers défis en vue d'accélérer la transition vers des émissions nettes nulles. Les avancées technologiques – notamment dans le domaine des énergies renouvelables et des batteries, qui nécessitent l'extraction, le traitement et l'utilisation de minéraux critiques – ont amené de nouvelles possibilités de stimuler la croissance économique et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier dans les économies en développement riches en minéraux. Pour tirer parti de ces possibilités et éviter une nouvelle « malédiction des ressources », il faudra adopter des politiques nationales judicieuses et mettre en place des moyens d'exécution efficaces. Ces pays ne peuvent y parvenir seuls. Il est essentiel d'instaurer un environnement international propice et de renforcer la coopération internationale afin de pouvoir exploiter le potentiel des ressources minérales critiques et d'accélérer les progrès vers le développement durable.

* Le présent document est une mise à jour du rapport publié en janvier 2024 sous le titre *World Economic Situation and Prospects 2024* (Situation et perspectives de l'économie mondiale 2024) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.24.II.C.1).



I. Tendances macroéconomiques mondiales

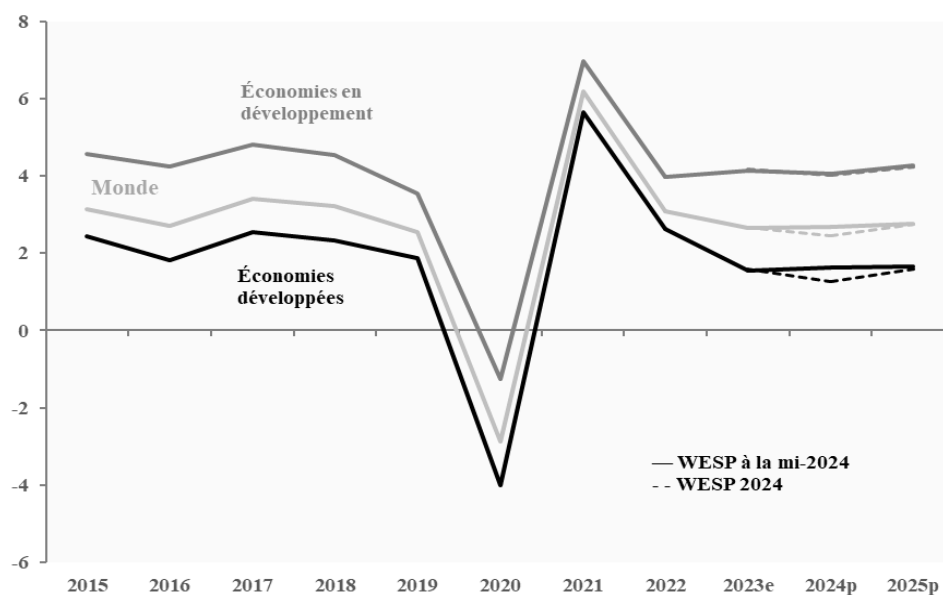
Vue d'ensemble

1. Les perspectives économiques mondiales se sont améliorées par rapport aux prévisions précédentes, publiées en janvier 2024. Malgré le resserrement monétaire le plus vigoureux depuis des décennies, le scénario d'un ralentissement abrupt de l'économie des États-Unis d'Amérique s'est largement éloigné. La plupart des grandes économies ont réussi à réduire l'inflation sans accroître le chômage ni déclencher de récession. Toutefois, les perspectives ne sont que prudemment optimistes, car les taux d'intérêt qui restent à un niveau élevé pendant plus longtemps, les problèmes d'endettement et l'escalade des risques géopolitiques continueront de faire obstacle à une croissance économique stable et soutenue. L'aggravation constante des chocs climatiques continue de poser des difficultés supplémentaires aux perspectives économiques mondiales, menaçant des décennies de progrès en matière de développement, en particulier pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Le rythme effréné des évolutions technologiques, notamment dans les domaines de l'apprentissage automatique et de l'intelligence artificielle, offre de nouvelles possibilités et crée de nouveaux risques pour l'économie mondiale, promettant d'une part de stimuler la productivité et de faire progresser les connaissances, tout en creusant les fractures technologiques et en remodelant les marchés du travail d'autre part.

2. On prévoit maintenant que l'économie mondiale devrait croître de 2,7 % en 2024 (soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions publiées en janvier) et de 2,8 % en 2025 (soit une hausse de 0,1 point de pourcentage) (voir figure I). Les révisions à la hausse tiennent principalement à l'amélioration des perspectives aux États-Unis et dans plusieurs grandes économies en développement, notamment le Brésil et l'Inde. Toutefois, les perspectives économiques de nombreux pays d'Afrique se sont détériorées depuis les dernières prévisions. En moyenne, dans les années à venir, la croissance mondiale devrait rester inférieure à la moyenne de 3,2 % constatée au cours de la période 2010-2019 (voir tableau).

Figure I
Croissance de la production économique

(Pourcentage)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

Abréviations : WESP = situation et perspectives de l'économie mondiale ; e = estimations ; p = prévisions.

Croissance du produit intérieur brut

	Variation annuelle en pourcentage					Écart par rapport aux prévisions publiées dans le rapport World Economic Situation and Prospects 2024	
	2010-2019 (moyenne)	2022	2023 ^a	2024 ^b	2025 ^b	2024	2025
Monde	3,2	3,1	2,7	2,7	2,8	0,3	0,1
Économies développées	2,0	2,6	1,5	1,6	1,6	0,3	0,0
États-Unis d'Amérique	2,4	1,9	2,5	2,3	1,7	0,9	0,0
Japon	1,2	1,0	1,9	1,2	1,1	0,0	0,0
Union européenne	1,6	3,5	0,4	1,0	1,6	-0,2	0,0
Zone euro	1,4	3,4	0,4	0,8	1,4	-0,3	-0,1
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2,0	4,3	0,1	0,8	1,5	0,4	0,5
Autres pays développés	2,5	3,3	1,3	1,6	2,1	0,2	0,2
Économies en transition	2,4	-1,1	4,0	3,3	2,5	1,0	0,1
Europe du Sud-Est	2,2	3,4	2,5	3,2	3,3	0,3	0,2
Communauté d'États indépendants et Géorgie	2,4	-1,3	4,0	3,3	2,4	1,0	0,0
Fédération de Russie	2,0	-1,2	3,6	2,7	1,5	1,4	0,0

	Variation annuelle en pourcentage					Écart par rapport aux prévisions publiées dans le rapport World Economic Situation and Prospects 2024	
	2010-2019 (moyenne)	2022	2023 ^a	2024 ^b	2025 ^b	2024	2025
Économies en développement	5,2	4,0	4,1	4,1	4,3	0,1	0,1
Afrique ^c	3,9	3,5	3,2	3,3	3,9	-0,2	-0,3
Afrique du Nord ^c	3,6	3,0	3,1	3,0	3,8	-0,2	-0,4
Afrique de l'Est	6,4	5,4	5,1	5,6	6,1	0,1	0,2
Afrique centrale	2,7	3,1	2,2	2,9	3,4	-0,2	-0,3
Afrique de l'Ouest	4,5	3,8	3,7	3,4	3,8	-0,4	-0,3
Afrique australe	2,4	2,8	1,5	1,8	2,5	-0,5	-0,5
Asie de l'Est et du Sud ^d	6,7	3,7	5,1	4,8	4,7	0,1	0,0
Asie de l'Est	7,0	3,2	4,8	4,6	4,5	0,0	0,0
Chine	7,7	3,0	5,2	4,8	4,5	0,1	0,0
Asie du Sud ^{d, e}	5,8	6,3	6,2	5,8	5,7	0,6	0,0
Inde ^e	6,7	7,7	7,5	6,9	6,6	0,7	0,0
Asie occidentale ^f	4,1	6,3	2,0	2,7	4,2	-0,2	0,5
Amérique latine et Caraïbes	1,7	4,0	2,1	1,7	2,4	0,1	0,1
Amérique du Sud	1,2	3,8	1,3	1,2	2,4	0,2	0,1
Brésil	1,4	2,9	2,9	2,1	2,4	0,5	0,1
Mexique et Amérique centrale	2,7	4,1	3,3	2,6	2,3	0,0	0,0
Caraïbes ^g	0,7	5,7	3,2	2,5	2,7	0,1	0,0
Pays les moins avancés^h	5,3	3,5	4,2	4,8	5,3	-0,2	-0,2
Petits États insulaires en développement	4,0	4,7	2,4	3,3	3,3	0,2	0,1
Pays en développement sans littoral^d	5,3	4,0	4,8	4,7	4,8	0,0	0,0
Pour mémoire							
Commerce mondial ⁱ	4,5	6,0	0,7	3,2	3,6	0,8	0,4
Croissance de la production mondiale pondérée par les coefficients de parité de pouvoir d'achat ^j	3,6	3,3	3,1	3,1	3,2	0,2	0,0

Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

^a Estimation partielle.

^b Prévisions.

^c À l'exclusion de la Libye pour l'ensemble de la période et du Soudan pour la période 2023-2025.

^d À l'exclusion de l'Afghanistan pour la période 2023-2025.

^e Sur la base de l'année civile.

^f À l'exclusion de l'État de Palestine pour la période 2023-2025.

^g À l'exclusion du Guyana pour la période 2022-2025, car l'accroissement rapide de la production de pétrole fausse l'évaluation économique régionale.

^h À l'exclusion de l'Afghanistan et du Soudan pour la période 2023-2025.

ⁱ Y compris les biens et les services.

^j Sur la base de l'indice de référence de 2015.

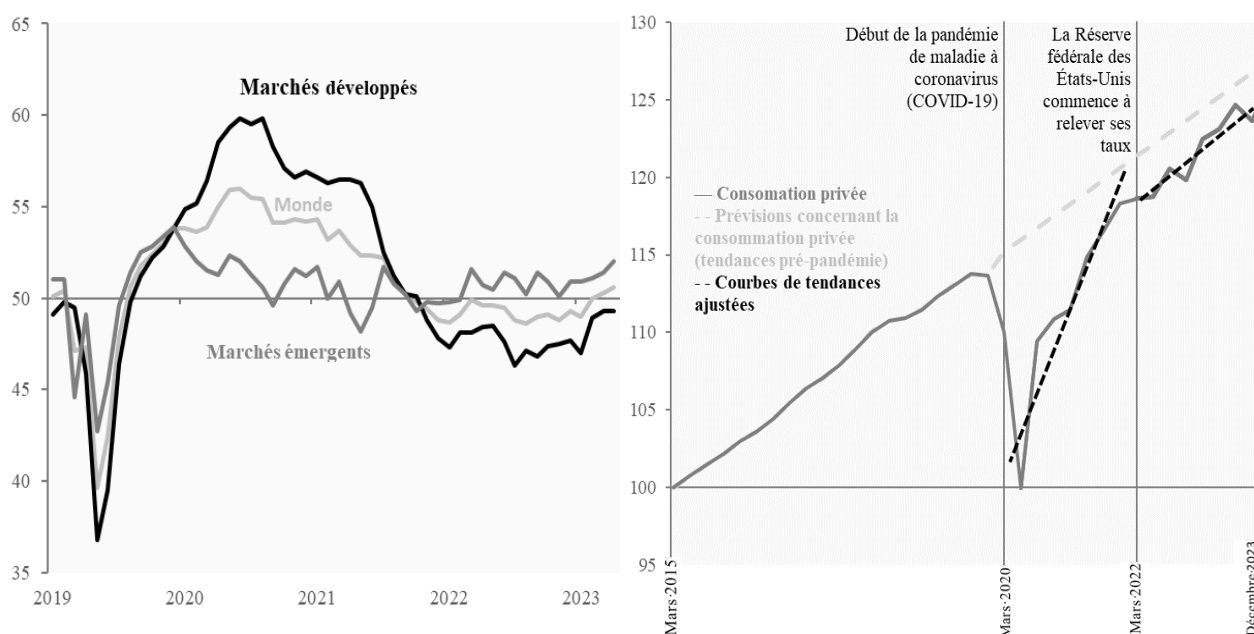
3. Selon les données à haute fréquence récentes, les résultats commerciaux se sont améliorés depuis le dernier trimestre 2023. En février, l'indice mondial des directeurs d'achat est passé en « zone d'expansion » pour la première fois depuis août 2022 [voir figure II a)]. Les marchés du travail tendus, en particulier dans les économies développées, continuent de favoriser des dépenses des ménages relativement élevées, malgré les effets décalés du durcissement de la politique monétaire sur la consommation [voir figure II b)]. Comme souligné dans le rapport *World Economic Situation and Prospects 2024*, les taux d'intérêt restent plus élevés plus longtemps dans les principales économies développées et continueront à freiner les investissements et la croissance de la productivité à court terme.

Figure II

Indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier et consommation privée**a) Indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier b) Consommation privée mondiale**

(Indice, corrigé des variations saisonnières)

(Indice : mars 2015 = 100)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des données du CEIC et de Oxford Economics.

4. Les perspectives de croissance à court terme des grandes économies divergent. Aux États-Unis, les perspectives économiques continuent de s'améliorer et une croissance de 2,3 % est attendue en 2024. La vigueur du marché du travail a continué de favoriser la création d'emplois et la croissance des revenus réels, tandis que la solidité renforcée des bilans des ménages, en particulier des familles à revenus élevés et moyens, favorise une consommation accrue.

5. Les économies de l'Union européenne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord devraient enregistrer une modeste amélioration en 2024, après une faible croissance en 2023. En 2023, quelques économies de l'Union européenne ont connu une récession, néanmoins très superficielle, sous les effets du durcissement des conditions financières et du retrait des mesures d'appui budgétaire. Toutefois, la baisse de l'inflation, la croissance robuste des salaires et les réductions des taux prévues par la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre devraient donner un certain élan à la croissance régionale à court terme.

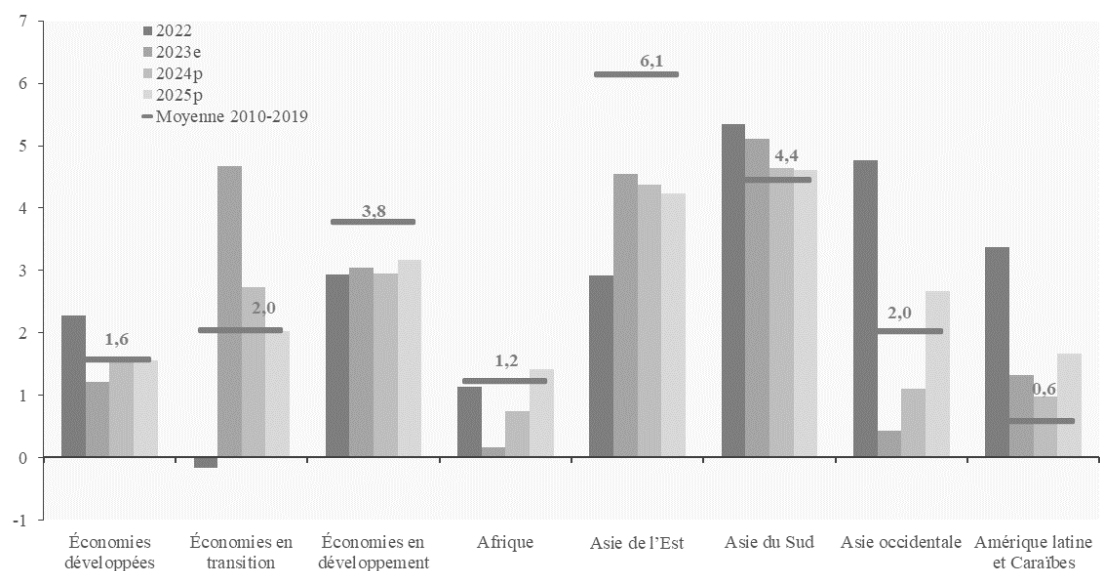
6. La croissance chinoise devrait connaître un ralentissement et passer de 5,2 % en 2023 à 4,8 % en 2024. La demande refoulée, libérée après la levée des restrictions liées à la pandémie, s'est largement dissipée. Alors que le renforcement des mesures d'application des politiques devrait stimuler les investissements dans les infrastructures publiques et les secteurs stratégiques, le secteur de l'immobilier représente un risque important pour l'économie chinoise.

7. Les prévisions pour l'économie russe ont été revues à la hausse, à 2,7 % en 2024, en raison d'une forte activité au premier trimestre et des effets anticipés des dépenses budgétaires.

8. Plusieurs grandes économies en développement, à savoir l'Inde, l'Indonésie et le Mexique, bénéficient d'une forte demande intérieure et extérieure. À titre de comparaison, de nombreuses économies d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes sont sur une trajectoire de faible croissance (voir tableau et figure III), dans un contexte caractérisé par une forte inflation, des coûts d'emprunt élevés, des pressions persistantes sur les taux de change et une instabilité politique persistante. Le risque d'intensification et d'extension des conflits à Gaza et dans la mer Rouge alimente les incertitudes quant aux perspectives à court terme pour le Moyen-Orient.

Figure III
Croissance du produit intérieur brut par habitant

(En pourcentage)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

Abréviations : e = estimations ; p = prévisions.

9. La croissance dans les pays les moins avancés devrait s'améliorer légèrement et passer de 4,2 % en 2023 à 4,8 % en 2024. La soutenabilité de la dette reste précaire dans de nombreux pays les moins avancés, 5 pays étant en situation de surendettement et 15 autres présentant un risque élevé de surendettement¹. Les économies des pays en développement sans littoral devraient croître de 4,7 % en 2024, soit un taux pratiquement inchangé par rapport à 2023. Les tensions géopolitiques ont

¹ Fonds monétaire international (FMI), « List of LIC DSAs for PRGT-Eligible Countries as of February 29, 2024 ».

particulièrement affecté les perspectives économiques de quelques pays en développement sans littoral, du fait qu'ils sont dépendants des pays voisins pour accéder aux routes commerciales internationales.

10. Les perspectives économiques des petits États insulaires en développement devraient s'améliorer et la croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait passer de 2,4 % en 2023 à 3,3 % en 2024, principalement grâce à un rebond soutenu du tourisme. L'inflation devrait chuter, de 11,1 % en 2023 à 5,5 % en 2024, car les prix des denrées alimentaires et de l'énergie continuent à baisser. Néanmoins, des risques de détérioration considérables pèsent sur ces perspectives, compte tenu de la fréquence accrue des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes. La montée des tensions géopolitiques pourrait accroître les pressions sur l'inflation intérieure et les coûts des intrants. Le niveau élevé de la dette publique reste un problème structurel majeur.

Inflation

11. L'inflation a diminué dans la plupart des pays depuis le pic atteint en 2023. La Hongrie, la Lettonie, la République de Moldova, le Rwanda et l'Ukraine ont enregistré une forte désinflation sur une période de 12 mois, qui tient en grande partie à la baisse et à la stabilisation des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires ainsi qu'à la faiblesse des effets de second tour. De plus, dans de nombreux pays, l'inflation de base, qui exclut généralement les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, se rapproche de la fourchette qui peut encourager les décideurs à assouplir leurs politiques monétaires restrictives. Des inquiétudes subsistent quant à la possibilité d'une résurgence de l'inflation, les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ayant augmenté ces derniers mois sous l'effet des tensions géopolitiques en mer Rouge et des difficultés de transit dans le canal de Panama. Les taux de chômage étant presque au niveau le plus bas jamais enregistré, les salaires restent soumis à des pressions à la hausse dans de nombreuses économies développées.

12. Les taux d'inflation restent élevés en Angola, en Argentine, en Égypte, en Éthiopie, en Gambie, au Ghana, au Liban, au Malawi, au Nigéria, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, en Türkiye, au Venezuela (République bolivarienne du) et au Zimbabwe, pays qui sont aux prises avec des problèmes persistants de balance des paiements, la dévaluation des taux de change et les répercussions de l'inflation. Dans l'État de Palestine, l'inflation a bondi au premier trimestre de 2024, en conséquence de la situation économique désastreuse dans la bande de Gaza.

Marchés du travail

Économies développées

13. Au cours des quatre premiers mois de 2024, les marchés du travail au Japon, en Amérique du Nord et dans la majeure partie de l'Europe sont restés tendus, avec des taux de chômage records et d'importantes pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs. Aux États-Unis, le taux de chômage avoisinait les 3,8 %. Bien qu'il dépasse le niveau le plus bas enregistré (3,4 % en avril 2023), ce faible taux s'explique en grande partie par l'augmentation du taux d'activité.

14. En mars 2024, l'économie américaine créait des emplois depuis 39 mois consécutifs, mais les gains salariaux ont ralenti, en particulier dans les franges basses de l'échelle salariale, après une période remarquable de compression des salaires en 2022-2023. Du fait de la part croissante des emplois dans les secteurs non industriels, moins sensibles aux cycles économiques, le taux de chômage ne devrait pas

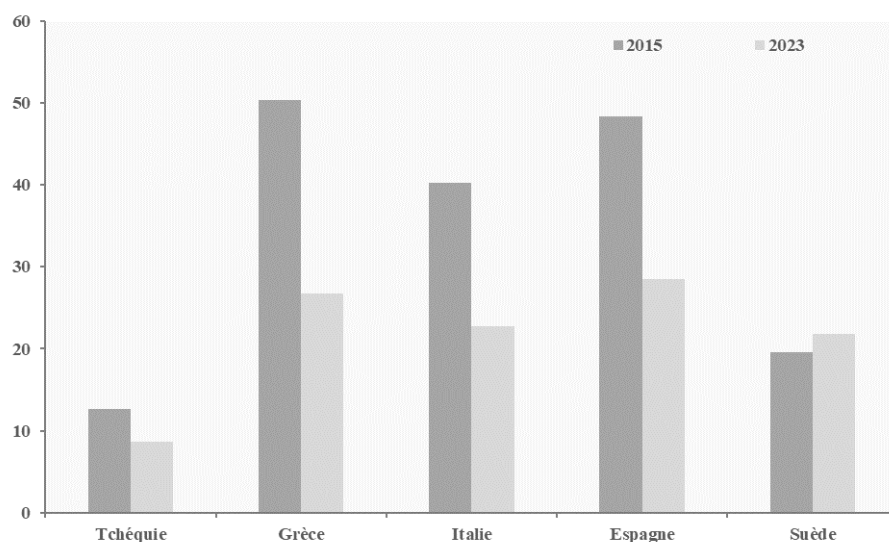
augmenter de manière significative, même en cas de ralentissement de la croissance économique.

15. En Europe, malgré l'atonie de l'activité économique au premier trimestre de 2024, l'emploi s'est maintenu à un niveau élevé (dépassant 80 % dans plusieurs pays), les entreprises ayant choisi de conserver leurs travailleurs pour éviter les coûts de réembauche ou de formation. Le niveau d'activité économique des jeunes reste un point faible dans certaines régions du continent, malgré des améliorations notables au cours des deux dernières années. Alors que le chômage des jeunes a fortement diminué en Espagne, en Grèce et en Italie, d'autres pays, comme la Suède, n'ont enregistré aucun progrès (voir figure IV).

Figure IV

Taux de chômage des jeunes (15-24 ans) dans certains pays européens

(En pourcentage)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des données d'Eurostat.

Note : Les données correspondent à une moyenne sur 12 mois.

Économies en développement

16. Les niveaux élevés d'emploi informel et de chômage des jeunes et les fortes disparités de genre restent très répandus dans les pays en développement. Compte tenu de la morosité de l'activité économique dans de nombreux pays en développement, les perspectives d'emploi restent faibles à court terme. En Chine, elles ont continué à s'améliorer depuis la levée des mesures liées à la pandémie. En 2023, le taux de chômage urbain est tombé à 5,2 %, contre 5,6 % en 2022. En Inde, les indicateurs du marché du travail se sont également améliorés grâce à une croissance robuste et à un taux d'activité en hausse. En revanche, en Afrique du Sud, le taux de chômage est toujours très élevé, à plus de 30 %. Au Brésil, le marché du travail devrait perdre de son dynamisme en 2024.

17. En Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique, le taux d'activité a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, et la participation des femmes au marché du travail a récemment augmenté dans plusieurs régions, en particulier en Asie du Sud. Toutefois, on continue d'observer des écarts liés à l'âge et

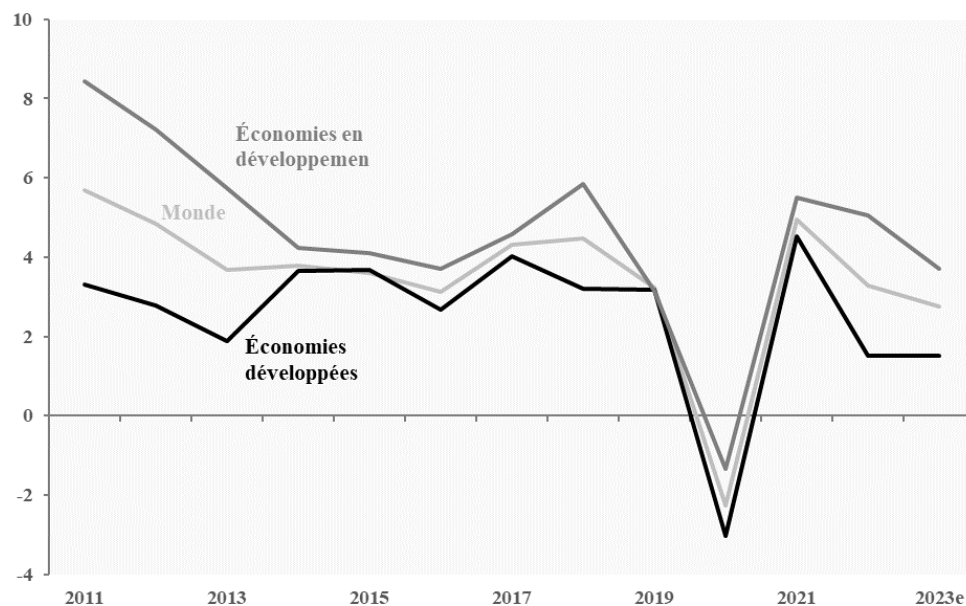
entre les genres en ce qui concerne le taux d'activité. De plus, le chômage des jeunes reste un problème de taille dans les régions en développement. En Amérique latine, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, les jeunes se heurtent à des obstacles majeurs qui les empêchent d'entrer sur le marché du travail, et leur taux de chômage s'établit à plus de 13 % en moyenne. Le nombre de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation a récemment augmenté en Afrique et reste élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique. La proportion de jeunes femmes sans emploi et ne suivant ni études ni formation est particulièrement élevée en Asie du Sud.

Investissements internationaux

18. Les investissements mondiaux suivent une pente descendante depuis 2021, avec une croissance de l'investissement – mesurée par la formation brute réelle de capital fixe – estimée à 2,8 % en 2023. Ce chiffre fait apparaître une forte baisse de la croissance des investissements dans les économies en développement, qui passera de 5,1 % en 2022 à 3,7 % en 2023 (voir figure V), sapée par les taux d'intérêt réels élevés, l'étroitesse de la marge de manœuvre budgétaire et les risques géopolitiques.

Figure V
Croissance annuelle des investissements

(En pourcentage)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

Abréviation : e = estimations.

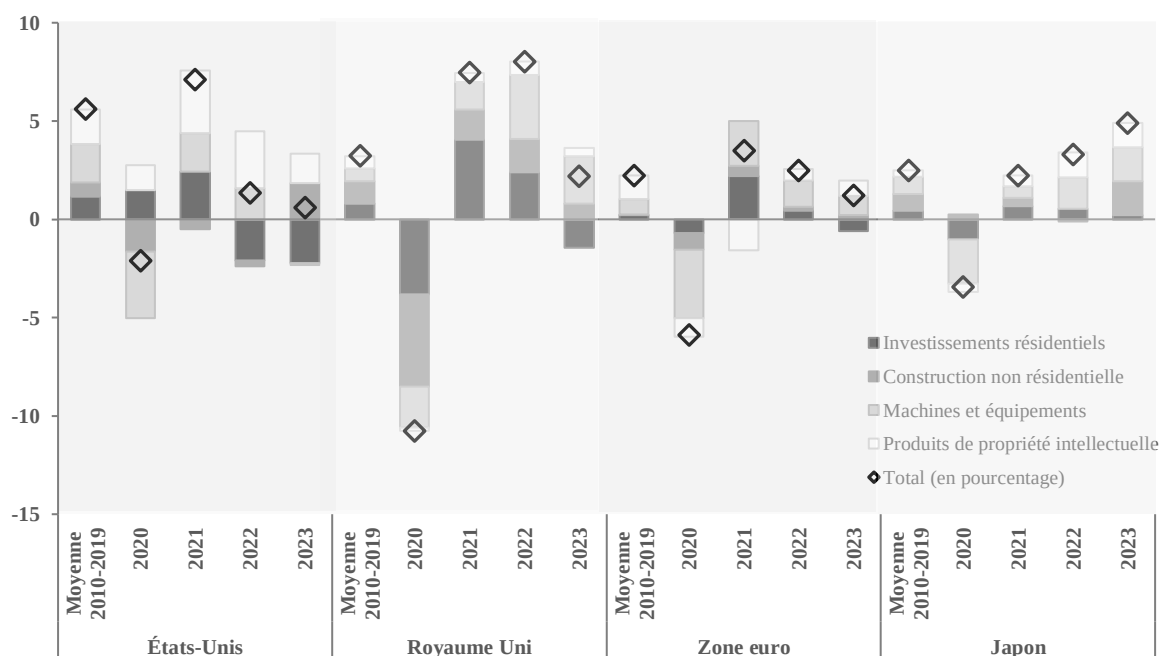
19. L'investissement résidentiel – une composante essentielle de la formation brute de capital fixe – s'est contracté aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro en raison des taux d'intérêt élevés, qui affectent à la fois la demande et l'offre de logements. Au Japon, il a ralenti mais est resté positif. L'investissement fixe non résidentiel aux États-Unis a affiché une croissance de 1,9 %, après trois années de croissance négative. Les investissements en machines et équipements ont enregistré de fortes hausses au Royaume-Uni et dans la zone euro en raison de nouvelles politiques industrielles visant à appuyer la transition énergétique et la résilience de la chaîne d'approvisionnement (voir figure VI). La faible croissance des investissements

dans les pays développés devrait se poursuivre en 2024, les anticipations de baisse des taux d'intérêt amenant à reporter les décisions d'investissement qui devaient être prises au premier semestre de 2024.

Figures VI

Croissance annuelle des investissements dans certaines économies développées, par type d'actifs

(En points de pourcentage)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des données du CEIC et d'Eurostat.

Note : Les chiffres sont exprimés en prix constants. Les données pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la zone euro et le Japon représentent l'investissement total ; les données pour les États-Unis d'Amérique représentent l'investissement privé.

Commerce international

20. La croissance du commerce mondial de marchandises est restée faible en 2023 (voir figure VII). La valeur du commerce mondial de marchandises est en baisse continue depuis la mi-2022 et a encore reculé de 5 % en 2023². En revanche, la croissance du volume des échanges est restée légèrement positive, ce qui témoigne de la résilience de la demande mondiale de biens importés. Le déclin global du commerce de marchandises est principalement dû à l'affaiblissement de la production industrielle et à la vigueur du dollar américain qui a affaibli la demande d'importations (en particulier dans les pays en développement) ; ainsi, les échanges Sud-Sud ont diminué de 7 % en 2023³. Le commerce des services est resté plus résistant et a progressé de 8 %, bien qu'il se soit ralenti au quatrième trimestre.

21. Le commerce mondial devrait repartir à la hausse en 2024. L'accélération des flux commerciaux au cours des premiers mois de l'année peut s'expliquer par l'écoulement des stocks qui se sont accumulés lors des perturbations de la chaîne

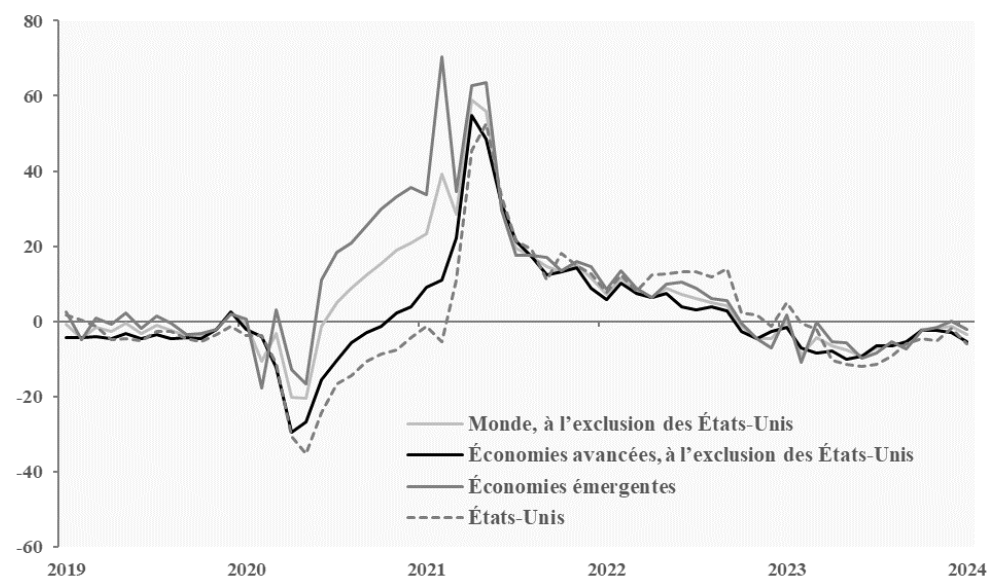
² CNUCED, « Global trade update », mars 2024.

³ Ibid.

d'approvisionnement en 2021 et 2022. En Chine, le commerce extérieur a progressé plus rapidement que prévu au cours des deux premiers mois de 2024, en grande partie grâce aux exportations vers les marchés émergents, en particulier vers le Brésil, la Fédération de Russie et l'Inde. Toutefois, les tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient et les perturbations dans la mer Rouge, ainsi que l'escalade du coût du fret, continuent de poser des problèmes pour le commerce mondial (voir figure VIII). Un rebond plus prononcé est probable au second semestre de 2024, en particulier si la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque centrale européenne commencent à réduire leurs taux directeurs.

Figure VII
Exportations de marchandises

(Variation en pourcentage, d'une année à l'autre)

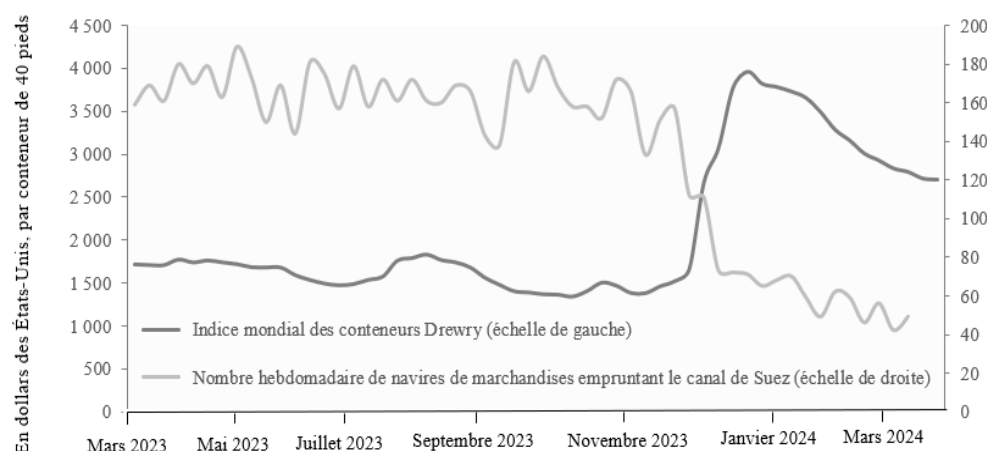


Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de la Banque fédérale de réserve de Dallas.

Note : Les données mensuelles sont disponibles jusqu'à janvier 2024.

Figure VIII

Indice mondial des conteneurs Drewry et nombre hebdomadaire de navires de marchandises empruntant le canal de Suez



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de Drewry Shipping Consultants Limited et du Bureau national de statistique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Politique monétaire et fiscale : tendances et défis

Politique monétaire

22. Au premier trimestre de 2024, la majorité des banques centrales du monde ont maintenu leurs taux directeurs inchangés, suivant de près les décisions politiques de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne. Bien que l'on s'attende à ce que les deux institutions abaissent les taux d'intérêt au cours du second semestre, le calendrier et l'ampleur de l'assouplissement monétaire demeurent incertains, car l'inflation reste supérieure aux objectifs des banques centrales. Les rendements des obligations d'État aux États-Unis et dans la zone euro ont eu tendance à augmenter récemment, les mesures de resserrement quantitatif ayant accru l'offre d'obligations sur les marchés. Les banques centrales qui rattachent leur monnaie au dollar américain devraient suivre de près les décisions de la Réserve fédérale. Le changement de politique de la Banque centrale européenne aura des répercussions pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

23. S'écartant de l'attentisme prédominant en matière de politique monétaire, les banques centrales de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la Géorgie, de la Hongrie, du Kazakhstan, du Paraguay, du Pérou, de la République de Moldova, de Sri Lanka, de la Tchéquie, du Tadjikistan et de l'Ukraine ont procédé à de nouvelles baisses de taux au premier trimestre de 2024, après avoir amorcé un assouplissement monétaire en 2023. Les banques centrales de l'Argentine, du Ghana, d'Israël, du Mexique, de la Mongolie, du Mozambique et de la Suisse sont également passées à la phase d'assouplissement au premier trimestre de 2024. Après avoir abaissé le taux d'emprunt préférentiel sur cinq ans et le ratio de réserves obligatoires au premier trimestre de 2024, la Banque populaire de Chine devrait maintenir une position accommodante⁴.

⁴ Xinhua, « There is ample room for China's monetary policy: central bank governor », 6 mars 2024.

24. En revanche, les banques centrales de l'Angola, de l'Égypte, du Kenya, du Malawi, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, de la Türkiye, du Venezuela (République bolivarienne du) et de la Zambie ont poursuivi le durcissement monétaire en procédant à de nouvelles hausses des taux d'intérêt directeurs au cours du premier trimestre de 2024. La détérioration des conditions de financement extérieur et les contraintes de la balance des paiements ont accentué les pressions baissières, incitant les banques centrales à adopter des orientations plus strictes en matière de politique monétaire pour défendre la valeur des monnaies nationales. La Banque du Japon a indiqué que de nouvelles hausses des taux d'intérêt étaient possibles, après avoir abandonné le régime de taux directeurs négatifs en mars 2024 pour stabiliser le yen japonais, qui a été sous pression constante au cours de l'année écoulée.

Politique budgétaire

25. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les crises énergétique et alimentaire mondiales ont mis à rude épreuve les finances publiques dans tous les groupes de pays, exacerbant les pressions budgétaires et aggravant l'endettement dans de nombreuses économies. À la suite de ces chocs, les niveaux élevés de la dette publique, l'alourdissement des charges d'intérêt et la faible croissance économique ont limité la marge de manœuvre budgétaire. Dans le même temps, les pressions sur les dépenses publiques ont continué à augmenter. Le vieillissement de la population fait grimper les coûts des retraites, des soins de santé et des soins de longue durée⁵, tandis que les États doivent faire face à des demandes croissantes en matière de soutien politique aux industries de la haute technologie, à l'adaptation aux changements climatiques et aux transitions vers les énergies vertes. En outre, les conflits militaires qui règnent en Ukraine et au Moyen-Orient et les tensions géopolitiques croissantes dans le monde ont incité de nombreux pays à augmenter leurs dépenses de défense. Cette tendance devrait se poursuivre, voire s'accélérer, dans les années à venir, ce qui pourrait avoir pour effet de reléguer au second plan les investissements publics dans le développement durable.

26. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB était globalement estimé à 94,4 % en 2023⁶. Bien que ce taux soit légèrement inférieur au pic de 2020, il est supérieur de 11 points de pourcentage au niveau enregistré en 2019, avant la pandémie, et de 35 points à celui d'avant la crise financière mondiale de 2007. Avec des taux d'intérêt qui devraient rester élevés plus longtemps, en particulier aux États-Unis, le coût du service de la dette publique restera un défi et absorbera une part croissante des recettes fiscales dans de nombreux pays en développement, au détriment des soins de santé, de l'éducation, de la protection sociale et de l'infrastructure durable (voir figure IX). En 2024, les États africains devraient consacrer en moyenne plus d'un quart du montant total des recettes publiques au paiement des intérêts. Le service de la dette est particulièrement lourd dans plusieurs grandes économies, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Égypte, le Kenya, le Nigéria, le Sénégal et la Zambie. Les paiements d'intérêts, déjà élevés dans les petits États insulaires en développement, devraient également augmenter jusqu'à représenter 15,9 % des recettes en 2024. En revanche, la part des dépenses d'intérêt dans les recettes publiques reste faible dans la plupart des économies développées et

⁵ *Leaving No One Behind in an Ageing World: World Social Report 2023* (publication des Nations Unies, 2023).

⁶ Les moyennes mondiales, régionales et par groupe de pays sont pondérées en fonction du PIB et basées sur les données issues de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (consultée en avril 2024).

des économies en transition, à l'exception des États-Unis, où l'on estime que les charges d'intérêt nettes atteindront environ 10 % des recettes publiques en 2024.

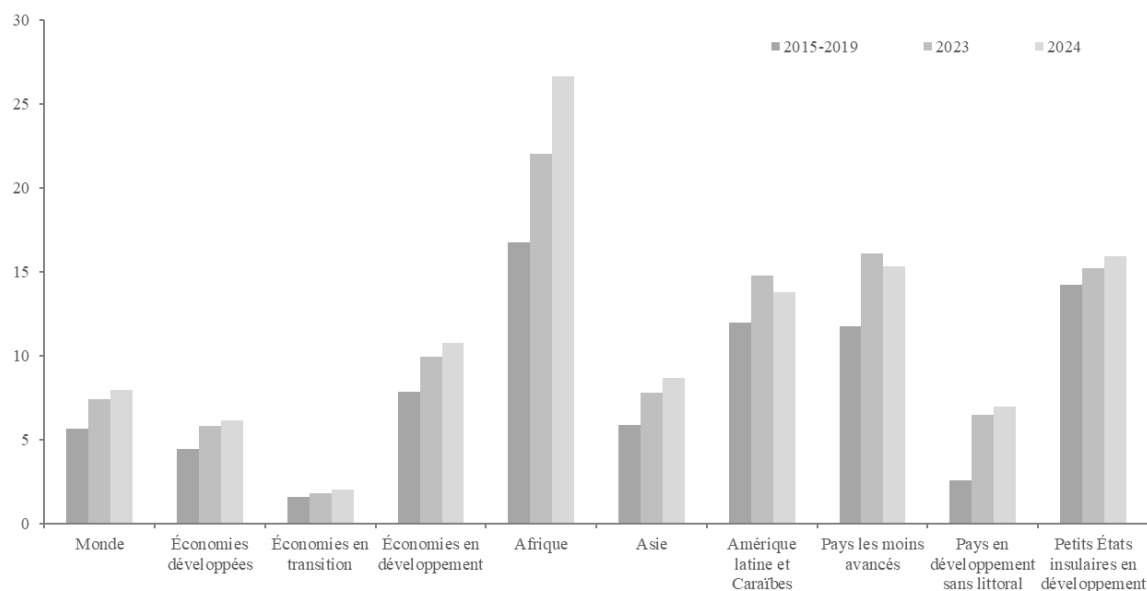
27. Dans ce contexte, la plupart des pays devraient progressivement resserrer leurs dépenses budgétaires en 2024 et 2025 afin d'améliorer la soutenabilité de la dette et de reconstituer des réserves budgétaires. En 2024, 31 des 37 économies développées devraient connaître une augmentation du solde budgétaire primaire corrigé des variations cycliques, reflétant un resserrement de la politique budgétaire. Aux États-Unis, la politique budgétaire devrait être plus ou moins neutre au cours des prochaines années, après avoir apporté un soutien modéré à la croissance en 2023. L'Union européenne a récemment adopté des réformes du cadre de gouvernance budgétaire, visant à offrir davantage de flexibilité dans la réduction des déficits et à permettre aux États membres de mieux s'approprier le processus⁷.

28. De nombreux pays en développement poursuivent leurs efforts d'assainissement des finances publiques après avoir supprimé progressivement les mesures de soutien destinées à lutter contre la pandémie et la crise du coût de la vie. En Afrique, les États s'efforcent généralement de maintenir une politique budgétaire stricte, car ils sont aux prises avec une lourde dette publique et des déficits budgétaires considérables, allant d'environ 4,6 % du PIB en Égypte à 6,4 % en Afrique du Sud et à 8,6 % en Algérie. En Chine, le Gouvernement devrait maintenir des mesures budgétaires proactives pour favoriser la croissance économique en 2024, et consacrer notamment des budgets importants à la science et à la technologie, aux nouvelles infrastructures et à la transition vers une économie à faible émission de carbone. En Inde, le Gouvernement reste déterminé à réduire progressivement le déficit budgétaire, tout en cherchant à augmenter les dépenses d'investissement. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la plupart des pays ont aussi commencé à prendre des mesures d'assainissement budgétaire, en vue d'améliorer la soutenabilité de la dette grâce à des dépenses mieux ciblées et plus efficaces.

⁷ Conseil de l'Union européenne, « Réexamen de la gouvernance économique : le Conseil adopte une réforme des règles budgétaires », 29 avril 2024.

Figure IX
Paielements nets d'intérêts sur la dette publique

(En pourcentage des recettes publiques)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données issues de la base de données Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (consultée en avril 2024).

Note : Les moyennes mondiales, régionales et par groupe de pays sont pondérées en fonction du produit intérieur brut. Les données pour 2023 et 2024 sont des estimations.

II. Exploitation du potentiel des minéraux critiques

Les minéraux critiques sont indispensables pour la transition énergétique

29. L'accélération de la transition énergétique, qui nécessite l'adoption d'énergies renouvelables et l'abandon progressif des combustibles fossiles, fait partie intégrante de la lutte contre les changements climatiques. Pour atteindre l'objectif de réduire à zéro les émissions nettes de carbone d'ici à 2050, il faudra adopter rapidement des technologies peu polluantes, par exemple en augmentant la proportion de véhicules électriques dans les ventes totales de voitures à plus de 65 % d'ici à 2030 et en éliminant complètement les voitures neuves à moteur à combustion interne après 2035. La production d'électricité au moyen de panneaux photovoltaïques et d'énergie éolienne doit être multipliée par cinq d'ici à 2030 et par 16 d'ici à 2050, tandis que la production d'électricité à partir de combustibles fossiles sans dispositif d'atténuation doit diminuer de 40 % d'ici à 2030 et pratiquement disparaître d'ici à 2050⁸.

30. La transformation des sources d'énergie, alors même que les pays en développement s'efforcent d'y fournir un accès universel et de diversifier leurs économies, nécessite d'augmenter rapidement l'offre de divers métaux et minéraux, intrants essentiels pour la production industrielle, la production d'énergie et le développement des infrastructures, qui génèrent également des recettes publiques et des recettes d'exportation considérables dans de nombreux pays. Dans 31 économies, dont la plupart sont des pays en développement, les exportations de minéraux, de

⁸ Agence internationale de l'énergie, *Net Zero Roadmap: A Global Pathway to Keep the 1.5°C Goal in Reach – 2023 Update*, 2023.

métaux et de minerais représentent plus de 60 % des exportations totales⁹. L'Arabie saoudite, le Botswana, le Chili et la Malaisie, entre autres, tirent profit de l'extraction et de l'exportation de leurs ressources minérales pour stimuler la croissance économique et le développement.

31. L'augmentation de l'offre de ressources minérales peut stimuler la croissance économique, créer des emplois et permettre d'éliminer la pauvreté, mais ces résultats ne sauraient être considérés comme acquis. Par le passé, il s'est révélé que la croissance tirée par le secteur des minéraux était souvent accompagnée d'effets négatifs, tels que le ralentissement du développement d'autres secteurs, les dégâts causés à l'environnement, la recherche d'une maximisation de la rente, l'exacerbation des inégalités, la persistance de la pauvreté et des conflits – des résultats collectivement désignés sous le nom de « malédiction des ressources ». Plusieurs pays tributaires des ressources naturelles mettent en œuvre des stratégies de diversification économique afin de réduire leur dépendance excessive à l'égard des ressources minérales¹⁰. Une gestion efficace des ressources minérales, grâce au renforcement de la gouvernance, des capacités institutionnelles, des capacités humaines et de la planification stratégique, est essentielle pour obtenir des résultats positifs conformes aux objectifs de développement durable, tout en évitant les conséquences négatives.

32. Le rythme rapide des progrès technologiques au cours des dernières décennies a stimulé la demande de nombreux minéraux nouveaux et moins connus servant à la fabrication de puces électroniques, de panneaux solaires, d'éoliennes et de batteries pour voitures électriques. Il a aussi attiré l'attention sur la rareté relative de ces minéraux ou sur les goulots d'étranglement dans leurs chaînes d'approvisionnement, dus à la concentration géographique des activités d'extraction ou de transformation. Nombre de ces minéraux, tels que le lithium, le cobalt, le nickel et le manganèse, sont surnommés « minéraux critiques » en raison de leur importance cruciale pour les nouvelles technologies, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

33. Les listes de minéraux critiques sont propres à chaque pays. Selon les critères utilisés, il en existe entre 35 et 50¹¹. Dans une étude récente, on a recensé plus de 30 minéraux (et métaux) essentiels à la transition énergétique¹². Les technologies clés en matière d'énergie propre nécessitent beaucoup plus de minéraux critiques que les technologies basées sur les combustibles fossiles. Par exemple, un véhicule électrique nécessite six fois plus de ressources minérales critiques qu'une voiture classique, et une centrale éolienne terrestre, neuf fois plus de ressources minérales qu'une centrale au gaz (voir figure X).

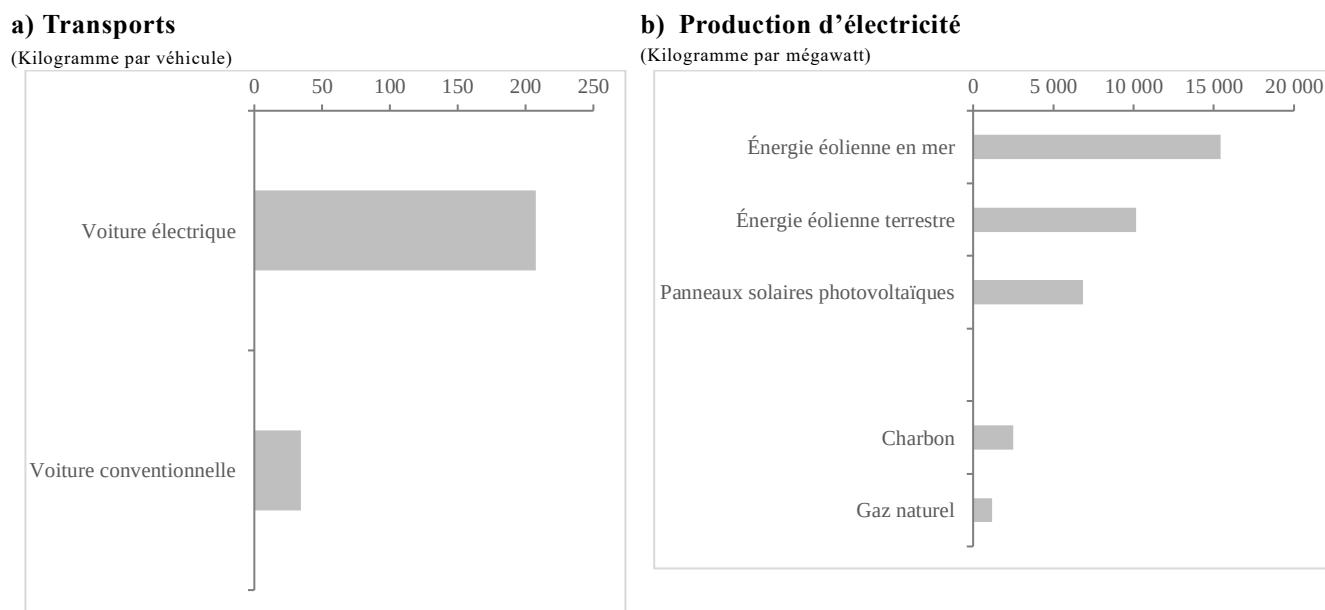
⁹ *State of Commodity Dependence 2023* (Situation des États tributaires des produits de base 2023) (publication des Nations Unies, 2023).

¹⁰ Voir, par exemple, le plan Vision 2030 de l'Arabie saoudite.

¹¹ Les États-Unis ont recensé 50 minéraux critiques, tandis que l'Union européenne et l'Australie en ont répertorié 34 et 30, respectivement. Le lithium, le cobalt, les terres rares, le nickel et le graphite figurent sur toutes ces listes.

¹² John R. Owen et al., « Energy transition minerals and their intersection with land-connected peoples », *Nature Sustainability*, vol. 6 (février 2023).

Figure X
Minéraux critiques utilisés dans certaines technologies énergétiques propres



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de l'Agence internationale de l'énergie.

34. À mesure que le déploiement des énergies renouvelables s'accélère, la demande de minéraux critiques augmente rapidement. Entre 2017 et 2022, la taille du marché a doublé ; celle du lithium a été multipliée par 6,7, celle du nickel par 3,1 et celle des terres rares par 2,5¹³. Par contraste, la croissance de la demande d'autres minéraux et métaux, tels que le zinc et le plomb, qui sont moins importants pour la production d'énergie verte, est plus modérée. Selon l'Agence internationale de l'énergie, il faudra six fois plus d'intrants minéraux qu'aujourd'hui pour réduire à zéro les émissions nettes d'ici à 2050 ; plus précisément, la demande de lithium et de manganèse dans les technologies énergétiques propres devra être multipliée par 16 et par 13, respectivement, au cours des 30 prochaines années, et celle de nickel, de graphite et de terres rares par plus de 5 (voir figure XI).

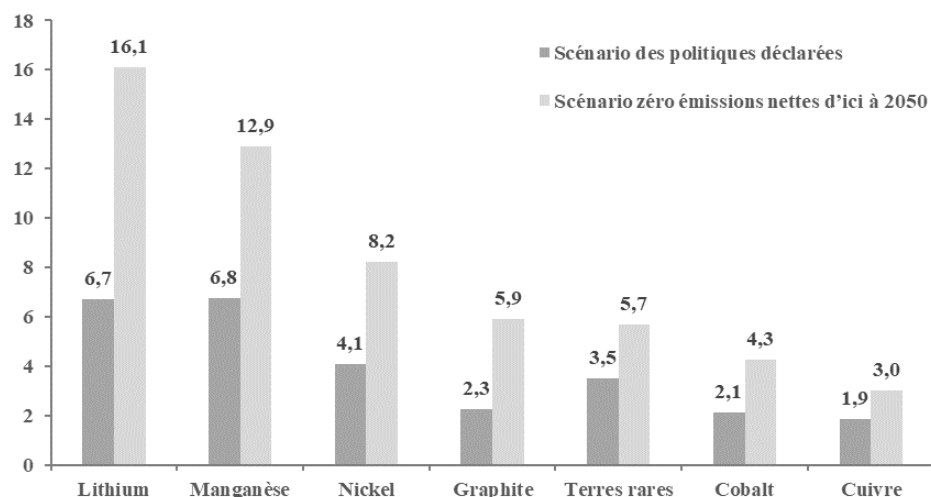
35. Bien que ces projections soient sujettes à de grandes incertitudes technologiques (adoption commerciale de nouvelles technologies énergétiques vertes, telles que les piles à hydrogène ou les batteries sodium-ion, disponibilité de substituts et de techniques de recyclage et améliorations en matière de stockage de l'énergie), il est largement admis que le marché des minéraux critiques continuera de croître rapidement au cours des prochaines décennies¹⁴.

¹³ Agence internationale de l'énergie, *Critical Minerals Market Review 2023*, décembre 2023.

¹⁴ Jordy Lee Calderon et al., « Critical mineral demand estimates for low-carbon technologies: what do they tell us and how can they evolve? », *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, vol. 189, Part A (janvier 2024).

Figure XI
**Croissance relative de la demande de certains minéraux critiques utilisés
 dans les énergies propres d'ici à 2050**

(Multiples de la demande estimée pour 2022)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de l'outil Critical Minerals Data Explorer de l'Agence internationale de l'énergie.

Note : Le scénario des politiques déclarées prend en compte les politiques et les mesures de mise en œuvre que les pays ont adoptées jusqu'en août 2023 ; le scénario zéro émissions nettes d'ici à 2050 montre ce qui est nécessaire pour réduire à zéro les émissions nettes de carbone liées à l'énergie d'ici à 2050.

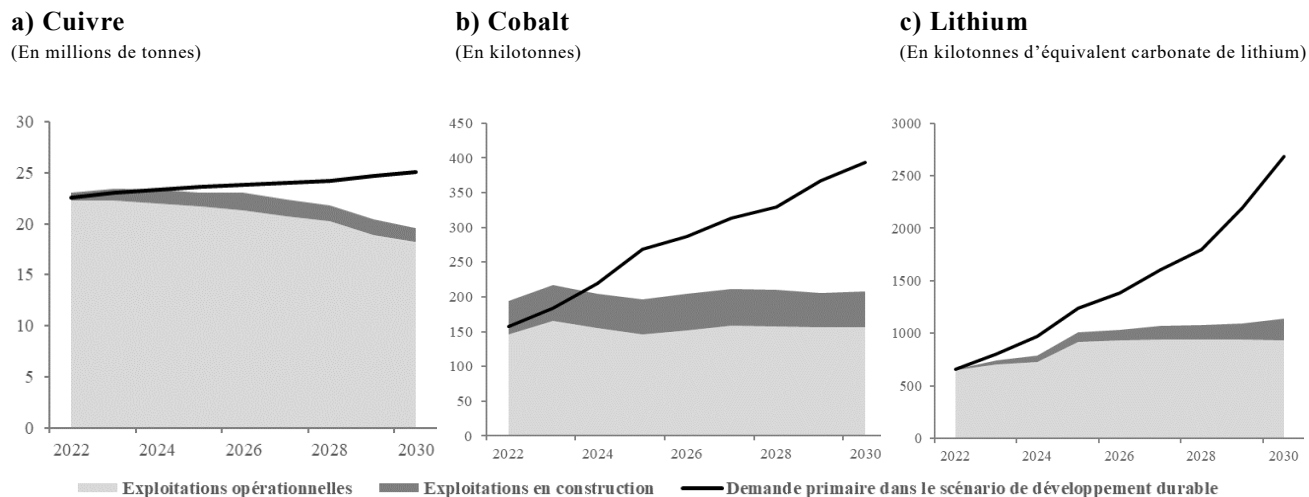
L'investissement dans les minéraux critiques se heurte à des difficultés de taille

36. Malgré la croissance prévue de la demande potentielle, l'offre de minéraux critiques ne suivra pas, ce qui entraînera un écart persistant entre l'offre et la demande (voir figure XII). Les incertitudes technologiques, les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement dues à la forte concentration du marché, les tensions géopolitiques et la baisse et la volatilité des prix découragent les nouveaux investissements privés et publics dans ce secteur.

37. L'exploitation et l'extraction des minéraux critiques en amont ainsi que leur transformation au niveau intermédiaire sont fortement concentrées, ce qui rend les chaînes d'approvisionnement vulnérables aux choix stratégiques des pays. Par rapport au pétrole et au gaz, les activités d'extraction des minéraux critiques sont plus concentrées géographiquement : les trois premiers producteurs représentent 50 à 90 % de la production mondiale de lithium, de terres rares, de graphite, de cobalt, de nickel et de cuivre [voir figure XIII a)]. Cette concentration est encore plus prononcée au stade de la transformation : la Chine représente plus de la moitié de l'offre de cobalt, de lithium et de terres rares raffinés [voir figure XIII b)]. Dans le même temps, les activités d'extraction et de transformation des minéraux critiques sont généralement concentrées dans une poignée d'entreprises. Par exemple, deux grandes entreprises, l'une basée au Chili et l'autre aux États-Unis, représentent respectivement environ

20 et 16 % de la production mondiale de lithium, et une société basée en Chine contrôle 20 % de la production mondiale de nickel¹⁵.

Figure XII
Offre et demande mondiales de certains minéraux critiques



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de l'Agence internationale de l'énergie.

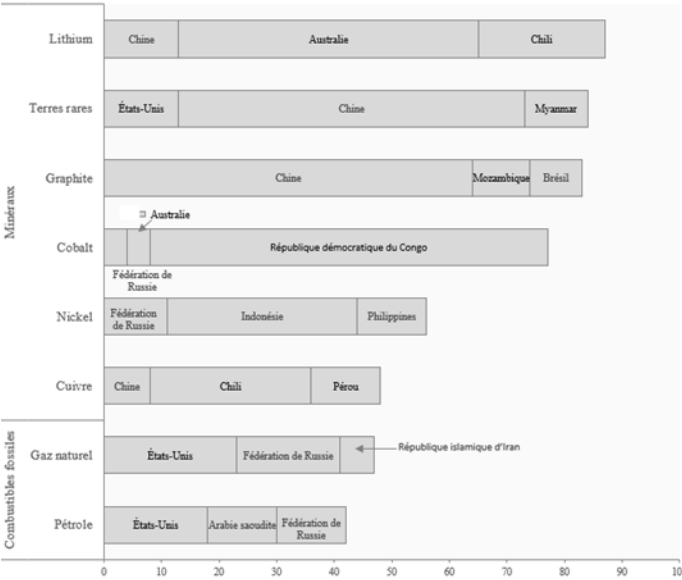
Note : La demande primaire correspond à la demande totale nette du volume recyclé. Le scénario de développement durable est conforme à la voie à suivre pour atteindre les objectifs de développement durable liés à l'énergie et les objectifs climatiques de l'Accord de Paris.

¹⁵ Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, calculs basés sur des données de Statista.

Figure XIII
Part des trois premiers pays dans la production de certains minéraux et combustibles fossiles
en 2019

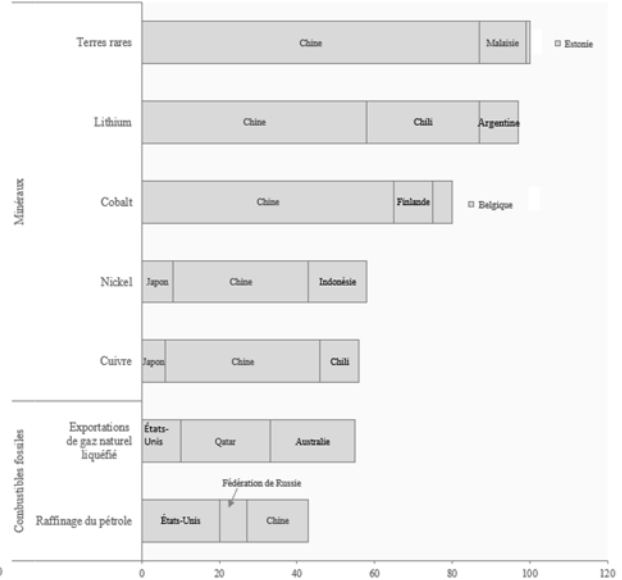
a) Extraction

(En pourcentage)



b) Transformation

(En pourcentage)



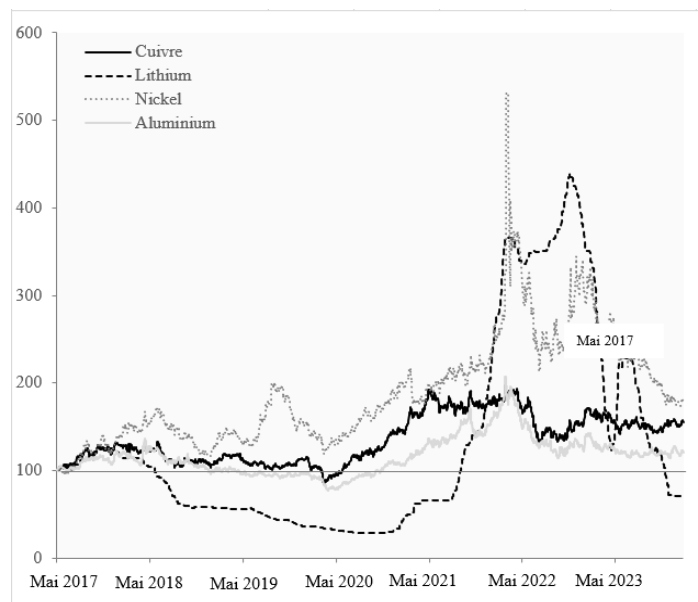
Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de l'Agence internationale de l'énergie.

38. Les prix de nombreux minéraux critiques ont atteint des sommets sans précédent en 2021 et 2022, dans un contexte marqué par la pandémie et la guerre en Ukraine [voir figure XIV a)]. Toutefois, ils se sont ensuite effondrés rapidement en raison de l'amélioration des stocks et de la baisse de la demande mondiale. Le prix du lithium, par exemple, a chuté de plus de 80 % en 2023, ce qui reflète l'extrême volatilité des prix sur le marché des minéraux critiques. Les prix du lithium, du cobalt et du nickel sont relativement plus volatils que ceux de l'acier [voir figure XIV b)]. La baisse récente des prix des minéraux critiques décourage les investissements visant à ouvrir de nouvelles mines et à intensifier les activités extractives.

Figure XIV
Prix et volatilité des prix de certains minéraux

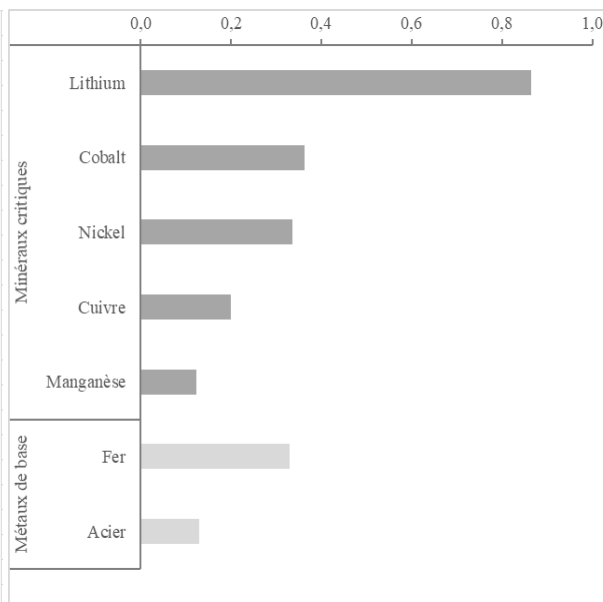
a) Prix

(Indice : 10 mai 2017 = 100)



b) Volatilité des prix

(Rapport entre l'écart-type et la moyenne)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des données de Trading Economics.

Note : Les données couvrent la période du 10 mai 2017 au 1^{er} février 2024.

39. Les préoccupations liées à la chaîne d'approvisionnement et à la sécurité nationale influencent de plus en plus les politiques relatives au secteur des minéraux critiques, en particulier dans les économies développées. Face à l'escalade des tensions géopolitiques, les grandes économies ont adopté des initiatives et des plans stratégiques visant à sécuriser l'approvisionnement en minéraux critiques. On peut citer par exemple la stratégie fédérale des États-Unis visant à garantir un approvisionnement sûr et fiable en minéraux critiques (2017), la loi de l'Union européenne sur les matières premières critiques (2024) et le quatorzième plan quinquennal de la Chine pour le développement de l'industrie des matières premières (2021). D'autres mesures de politique générale soutenant les technologies propres, telles que la loi sur la réduction de l'inflation des États-Unis (2022) et le plan de développement industriel pour les véhicules à énergie nouvelle de la Chine (2021), auront également une influence sur les marchés des minéraux critiques.

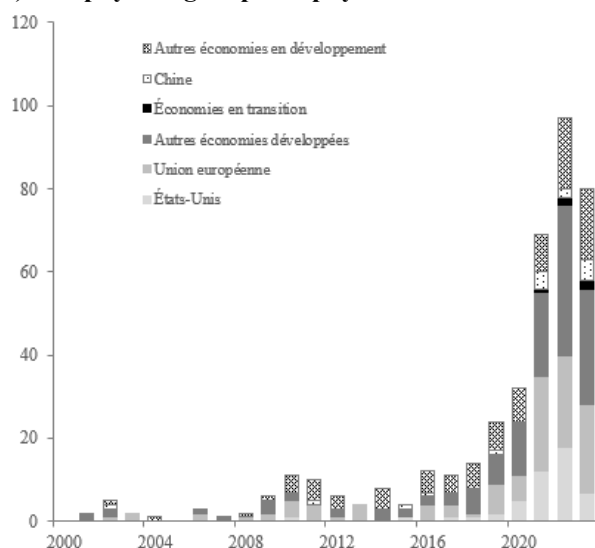
40. Ces initiatives auront des conséquences majeures pour les économies en développement et pourraient remodeler les chaînes d'approvisionnement mondiales. La loi américaine sur la réduction de l'inflation, par exemple, offre d'importants crédits d'impôt si une part notable des minéraux entrant dans la fabrication des batteries de véhicules électriques provient des États-Unis ou de l'un de ses partenaires de libre-échange, ce qui exclut certains des principaux producteurs comme la Chine, l'Indonésie, les Philippines et la République démocratique du Congo. Dans ce paysage géopolitique en évolution rapide, de nombreux pays en développement adoptent également de nouvelles politiques visant à exploiter leurs ressources minérales critiques et à développer les activités économiques en amont et au niveau

intermédiaire. Ainsi, on observe une forte augmentation du nombre de politiques liées aux minéraux critiques dans tous les pays (voir figure XV).

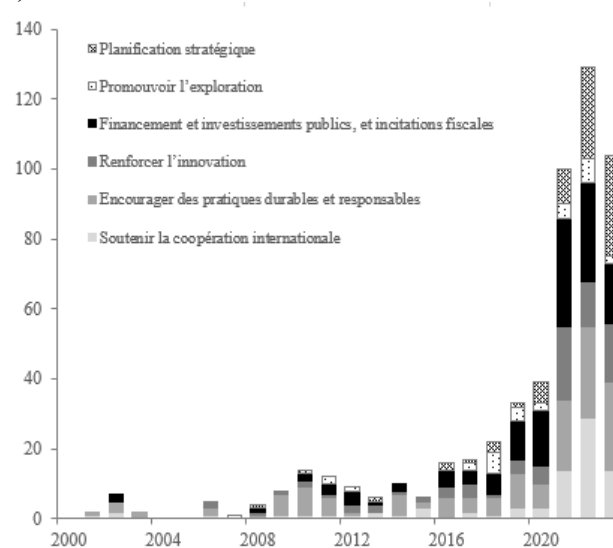
41. En outre, les préoccupations liées à la sécurité nationale et à la sécurité énergétique ainsi que les politiques visant à accroître la part de la valeur ajoutée au niveau local ont conduit à une augmentation notable des restrictions à l'exportation. Au cours de la période 2009-2020, le nombre de restrictions à l'exportation de minéraux critiques a plus que quintuplé, en particulier pour le platine, l'iridium, le palladium et le cobalt¹⁶. Entre 2017 et 2020, environ 10 % de la valeur globale des exportations de minéraux critiques tombaient sous le coup d'au moins une mesure de restriction à l'exportation.

Figure XV
Politiques relatives aux minéraux critiques
(Nombre de politiques)

a) Par pays ou groupe de pays



b) Par domaine d'action



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de l'outil Critical Minerals Policy Tracker de l'Agence internationale de l'énergie.

Note : Une politique pouvant concerner plus d'un domaine d'action, le nombre total de politiques dans le panneau b) est supérieur à celui du panneau a).

De nouvelles possibilités pour les économies en développement

42. Les minéraux critiques offrent de nouvelles possibilités aux pays en développement. Les pays riches en ressources minérales pourraient tirer un grand profit de ces atouts, qui permettent d'attirer des investissements étrangers et nationaux, de créer des emplois et d'accroître les recettes publiques, les exportations et la croissance économique. L'Afrique du Sud, par exemple, détient environ 90 % des réserves mondiales de platine et 30 % des réserves de manganèse, et la République démocratique du Congo abrite plus de la moitié des réserves de cobalt. En Amérique du Sud, certaines parties de l'Argentine, de la Bolivie (État plurinational

¹⁶ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Raw Materials Critical for the Green Transition: Production, International Trade and Export Restrictions*, document de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n° 269 (éditions OCDE, Paris, avril 2023).

de) et du Chili (couvrant une région connue sous le nom de « triangle du lithium ») rassemblent 70 % des réserves mondiales de lithium.

43. Les techniques d'exploitation minière de plus en plus sophistiquées tout au long de la chaîne de valeur offrent également aux pays en développement la possibilité d'étendre les liens de production verticaux et horizontaux et d'augmenter la part de contenu local dans la production finale, tout en réduisant leur vulnérabilité aux fluctuations des prix des minéraux critiques. Pour ce faire, les pays en développement possédant d'importants gisements de minéraux critiques devront concevoir et mettre en œuvre des mesures de politique industrielle cohérentes.

44. Il existe de nombreuses possibilités de créer de la valeur ajoutée au niveau local en ce qui concerne les minéraux critiques. Par exemple, en 2022, la valeur marchande du lithium brut représentait 63 % du carbonate de lithium de qualité batterie, qui ne représentait quant à lui que 26 % de la valeur marchande des batteries au lithium-ion¹⁷. En Indonésie, selon certaines estimations, les différences de valeur marchande du minerai de nickel, des cathodes et des batteries vont encore se creuser au cours de la prochaine décennie. Par conséquent, la stratégie du pays visant à renforcer la transition de l'extraction du nickel à la production de batteries pour véhicules électriques pourrait augmenter les recettes publiques d'environ 1,6 milliard de dollars et faire croître le PIB de plus de 21 milliards de dollars d'ici à 2035¹⁸. La Chine a aussi renforcé considérablement sa capacité de raffinage et de traitement. Bien que ce pays dépende largement de l'importation de minerai de lithium brut, il tire un profit considérable du traitement et de l'affinage des minéraux critiques. Par exemple, une tonne de spodumène (un type de roche contenant du lithium), qui coûte environ 1 100 dollars, permet de produire environ 160 kilogrammes d'hydroxyde de lithium, qui se vend au moins deux fois plus cher.

45. Les progrès de la technologie numérique présentent de réelles possibilités d'amélioration de l'efficacité dans le secteur des minéraux critiques, en particulier dans les activités minières en amont. La part des brevets et des publications scientifiques concernant le secteur minier a considérablement augmenté au cours des 20 dernières années, et la plupart des innovations nouvellement brevetées portent sur l'exploration et le raffinage¹⁹. L'Australie, le Canada, la Chine, les États-Unis et l'Europe détiennent la plus grande part des innovations minières, qui sont appuyées par des investissements dans la recherche-développement, des dépenses d'exploration et des brevets. En revanche, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, l'Inde et l'Indonésie détiennent une part importante des gisements de minéraux critiques, mais ils contribuent comparativement beaucoup moins à l'innovation minière. Pour éviter une nouvelle « malédiction des ressources » et exploiter le potentiel des minéraux critiques dans les pays en développement, il faudra mener une vaste réforme des politiques et des institutions et les réorganiser en profondeur. Il faudra également renforcer la coopération internationale afin de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et de réduire les flux financiers illicites, qui sont fréquents dans les industries extractives des pays en développement. Les États devront relever les défis économiques, sociaux et environnementaux associés à l'exploitation minière, tout en

¹⁷ Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base de données de Statista et Market Reports World.

¹⁸ Ijang Suherman, S. Rochani et D. Cahyaningtyas, « Value-added analysis of the electric vehicle battery industry in Indonesia », *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science*, vol. 882, International Seminar on Mineral and Coal Technology, 23 et 24 juin 2021, Bandung (Indonésie).

¹⁹ Alicia Daly et al., éd. *Global Challenges for Innovation in the Mining Industries* (Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press, 2022).

créant et en élargissant les possibilités de localisation des activités intermédiaires et en aval.

46. L'exploitation minière provoque souvent des perturbations sociales et communautaires majeures et a de graves répercussions sur l'environnement, notamment la déforestation, l'érosion des sols, la contamination de l'eau et la perturbation des écosystèmes. Pour relever ces défis, évaluer correctement les coûts d'opportunité et garantir une répartition équitable des bénéfices, il faut une gouvernance et un cadre institutionnel solides, reposant sur des politiques coordonnées, cohérentes et transparentes, ainsi que sur le dialogue avec toutes les parties prenantes, en particulier les communautés locales.

47. Pour la majorité des économies en développement, l'obtention d'investissements internationaux est essentielle pour mobiliser l'expertise et renforcer les capacités technologiques dans le secteur des minéraux critiques. Toutefois, les investissements étrangers, en particulier dans le secteur minier, dépendent souvent de la stabilité politique et macroéconomique, de structures institutionnelles prévisibles et de cadres juridiques solides.

48. Outre des cadres institutionnels solides, des garanties environnementales et sociales strictes sont indispensables pour garantir la durabilité des opérations minières et soutenir les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Les opérations minières et les déchets de production peuvent faire peser une menace sérieuse sur la qualité de l'eau et des sols et épuiser les réserves d'eau douce, étant donné qu'au moins 16 % des mines et gisements de minéraux critiques et des districts miniers terrestres sont situés dans des zones soumises à un stress hydrique élevé, voire extrême²⁰. Au Chili, premier producteur mondial de cuivre et deuxième producteur de lithium, 65 % de l'eau est utilisée pour les opérations minières. Par ailleurs, environ 54 % des minéraux critiques dans le monde se trouvent sur des terres autochtones ou à proximité²¹, ce qui accroît le risque de déplacement, de dégradation des terres et de conflit ; de plus, l'inadéquation des mesures de protection sociale peut favoriser des pratiques d'exploitation par le travail et de mauvaises conditions de travail, notamment le travail des enfants.

Une action cohérente aux niveaux mondial et national est indispensable

49. La lenteur des investissements est l'un des principaux obstacles à la réalisation de la transition écologique dans les économies en développement. Ce retard entrave non seulement le déploiement des technologies renouvelables, mais ralentit également l'abandon progressif des combustibles fossiles. Il est donc essentiel d'atténuer les risques liés à l'investissement dans les énergies renouvelables. Divers mécanismes peuvent contribuer à mobiliser les investissements privés et à réduire les risques, notamment les partenariats public-privé, la mutualisation des risques, les garanties de rendement et les investissements publics sélectifs visant à accroître l'investissement privé.

50. Il est impératif que les pays en développement conçoivent et appliquent dans les meilleurs délais des politiques économiques, sociales et environnementales bien ciblées afin d'optimiser les avantages à tirer de leurs ressources en minéraux critiques et d'éviter un autre cycle de « malédiction des ressources ». Pour ce faire, ils auront besoin d'un engagement politique solide, d'un financement adéquat, de liens commerciaux stables, d'un partage équitable des bénéfices et d'une gestion

²⁰ Shivani Lakshman, « More critical minerals mining could strain water supplies in stress regions », World Resources Institute, 10 janvier 2024.

²¹ Agence internationale pour les énergies renouvelables, *Geopolitics of the Energy Transition: Critical Materials* (Abou Dhabi, 2023).

responsable de l'environnement, ainsi que des capacités nécessaires aux niveaux national et infranational.

51. Les pays en développement devront renforcer le secteur des minéraux critiques en conformité avec les cadres de politique budgétaire et monétaire. Les banques centrales, tout en s'employant à préserver la stabilité des prix et la stabilité financière, devront soutenir un taux de change compétitif pour atténuer le risque de « syndrome hollandais », phénomène caractérisé par l'appréciation rapide du taux de change réel en raison de fortes recettes d'exportation, qui met en péril les exportations des secteurs non miniers et entrave la diversification de l'économie. Il est important que le secteur financier intérieur reste favorable pour gérer et canaliser efficacement les entrées de recettes provenant des ressources, en consacrant des dépenses à des objectifs de développement social à plus long terme. Dans le même temps, les cadres fiscaux peuvent créer des fonds de stabilisation servant à épargner les recettes excédentaires pendant les périodes d'envolée des prix des minéraux critiques.

52. Les partenariats public-privé ont aussi un rôle à jouer dans le développement du secteur des minéraux critiques dans les pays en développement. Parmi les pays du « triangle du lithium », l'Argentine a mis en place un système de gouvernance fédérale qui facilite les investissements privés au moyen de concessions, dans le cadre duquel les entreprises internationales et nationales prennent la tête des opérations d'extraction du lithium. En revanche, l'État plurinational de Bolivie considère le lithium comme une ressource stratégique, ce qui confère à l'État une autorité sur toutes les étapes de la chaîne de valeur. Le Chili, quant à lui, a adopté une solution intermédiaire : la propriété du lithium ne donne pas lieu à l'octroi de concessions, et les entreprises privées ne peuvent obtenir que des permis d'exploitation. Ainsi, la stratégie nationale chilienne suit une approche souple mais souligne le rôle clé de l'État. Aussi, les projets d'exploitation des grands marais salants seront menés par des partenariats public-privé, l'État détenant la majorité des parts. D'autres salines, représentant 18 % des réserves de lithium du pays, restent ouvertes aux entreprises privées. La République démocratique du Congo a modifié son cadre institutionnel et mis en œuvre de nouvelles mesures pour soutenir son secteur de l'extraction du cobalt. Le nouveau cadre institutionnel favorise une participation plus active de l'État dans le cadre de partenariats public-privé, tandis que des allègements fiscaux et des restrictions à l'exportation ont été adoptés pour encourager les activités de raffinage et de transformation.

53. Les pouvoirs publics peuvent déployer divers instruments de gouvernance pour faciliter la diffusion des technologies et encourager les investissements dans les activités intermédiaires et en aval. Par exemple, ils peuvent offrir des incitations financières telles que des allègements fiscaux pour attirer les investissements privés dans les activités de raffinage et de transformation, alors qu'ils n'offrent aucune incitation de ce type pour les activités minières en amont. En outre, les subventions et les aides à la recherche-développement peuvent cibler les technologies de raffinage et de transformation, tandis que les transferts de technologie peuvent être facilités grâce à des partenariats et des accords de partage des connaissances. Le Chili a récemment élargi les programmes de subventions et d'aides à la recherche-développement sur les minéraux critiques afin de renforcer l'innovation locale.

54. Les faits montrent que les gouvernements peuvent jouer un rôle majeur dans la promotion de l'innovation et de la diffusion des technologies dans le secteur minier²², en offrant des incitations visant à renforcer les capacités technologiques. Ces mesures peuvent concerner l'accessibilité des produits (part de la production accessible à des entreprises tierces à des fins de raffinage), les intrants (prescriptions en matière de

²² Alicia Daly et al., *Global Challenges for Innovation in the Mining Industries*.

contenu local) ou les bénéfices (part des bénéfices destinée à financer l'investissement dans la recherche-développement ou à soutenir les communautés locales). D'autres mesures prennent la forme de programmes de formation spécialisée visant à développer les compétences et les qualifications requises, en particulier dans les domaines de la métallurgie et de l'ingénierie chimique, pour les activités de raffinage et de transformation. En outre, la création de groupements industriels de chaînes de valeur locales peut permettre de réaliser des économies d'échelle.

55. La coopération internationale est essentielle pour maximiser le potentiel des minéraux critiques au service de la réalisation des objectifs de développement durable. Les directives mondiales concernant les industries extractives, telles que celles relatives à la transparence, à la durabilité environnementale, à la responsabilité sociale et à la mobilisation des parties prenantes, peuvent servir de point de départ à l'établissement de normes. De plus, la coopération internationale profiterait également aux pays en développement car elle permettrait de faciliter les transferts de technologie, d'augmenter les investissements et les financements, de lutter contre les flux financiers illicites, d'améliorer l'accès aux marchés et de renforcer les capacités. En outre, les initiatives régionales²³ et les accords entre pays en développement peuvent améliorer les économies d'échelle et renforcer les positions de négociation communes. Parallèlement, les banques multilatérales de développement peuvent offrir une assistance technique afin d'améliorer la gouvernance, les cadres réglementaires et l'efficacité opérationnelle. Elles peuvent également soutenir des projets qui adoptent les meilleures pratiques environnementales et sociales et aider à canaliser les ressources supplémentaires vers le développement durable. Le groupe des Nations Unies chargé de la question des minéraux essentiels à la transition énergétique étudiera les questions relatives à l'équité, à la transparence, à l'investissement, à la durabilité et aux droits humains.

III. Perspectives économiques régionales

Économies développées

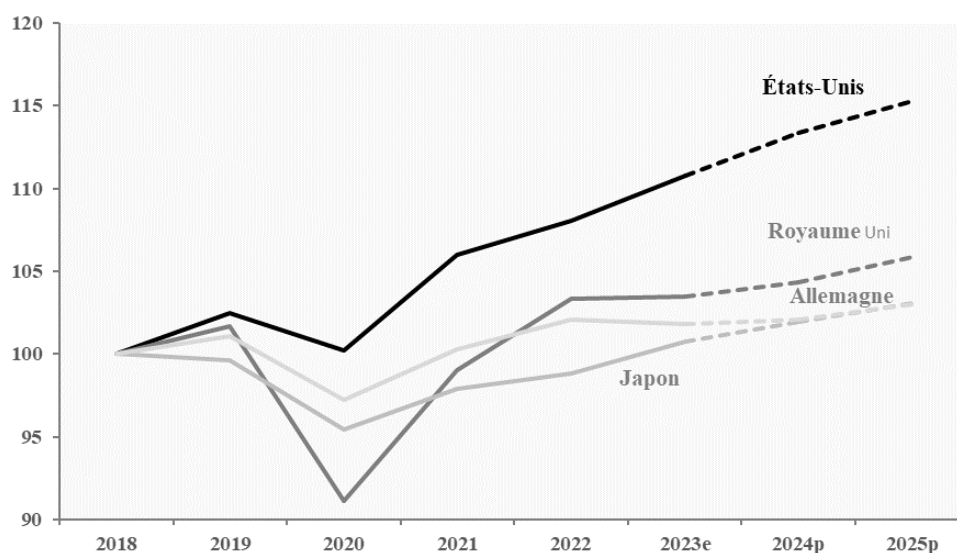
États-Unis d'Amérique

56. L'économie des États-Unis est restée remarquablement optimiste malgré des taux d'intérêt élevés depuis longtemps, défiant jusqu'à présent les attentes d'un ralentissement ou d'un atterrissage en douceur. Selon les dernières prévisions, la croissance devrait s'élever à 2,3 % en 2024, soit 0,9 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu en janvier. L'indice des prix à la consommation des particuliers, indice privilégié par la Réserve fédérale pour mesurer l'inflation, a atteint 2,7 % en mars, sur fond d'un taux de chômage historiquement bas (3,8 % en mars), en conséquence de quoi il est plus difficile pour la Réserve fédérale de passer à la vitesse supérieure et d'abaisser les taux d'intérêt. L'inflation concernant les services, dont le coût du logement et des services publics, est restée obstinément élevée (4 % en mars). Conformément aux projections antérieures, la Réserve fédérale devrait maintenir un taux directeur plus élevé pendant plus longtemps, jusqu'à ce que l'inflation revienne à l'objectif de 2 %. Surpassant les autres économies développées, l'économie américaine devrait croître de 1,7 % en 2025 et l'inflation devrait tomber à 2,3 %, le taux de chômage restant relativement inchangé (voir figure XVI).

²³ Voir, par exemple, le Future Minerals Forum, lancé par l'Arabie saoudite en janvier 2022, qui vise à promouvoir la coopération régionale dans les activités d'exploration, de développement et de transformation relatives aux minéraux critiques.

Figure XVI
Produit intérieur brut réel de certaines économies développées

(Indice : 2018 = 100)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

Abréviations : e = estimations ; p = prévisions.

57. La vigueur de l'économie américaine pose un problème épineux. La combinaison d'une croissance régulière et d'un faible taux de chômage est généralement une bonne nouvelle pour les décideurs politiques. Toutefois, l'inflation restant supérieure à l'objectif fixé, bien que les taux d'intérêt soient à leur plus haut niveau depuis 2001, des questions difficiles se posent quant à la trajectoire future de la politique monétaire. La succession de hausses rapides des taux d'intérêt en 2022 et 2023 n'a guère contribué à réduire les dépenses des ménages, principal moteur de la demande globale. Les dépenses des ménages ont continué de croître, portées par les effets de la pandémie, notamment les transferts sociaux et les économies découlant des perturbations de l'activité économique normale, mais aussi par les gains de revenus résultant d'un marché du travail tendu, en particulier chez les travailleurs à bas salaires, et par l'amélioration des bilans et de la valeur nette du patrimoine des ménages.

58. Alors que les effets de la politique monétaire se font généralement sentir avec un certain décalage, la déconnexion apparente entre les ajustements des taux directeurs et les résultats de l'économie réelle, en particulier avec une inflation qui reste supérieure à l'objectif, obligera la Réserve fédérale à repenser la combinaison la plus appropriée de taux d'intérêt et de mesures quantitatives pour piloter l'économie à l'avenir. Ces décisions ont des conséquences importantes pour le reste du monde, en particulier pour les pays en développement²⁴.

Europe

59. L'Europe fait face à des vents contraires importants alors qu'elle cherche à retrouver son élan économique. La faiblesse du climat économique, le durcissement des conditions financières et le retrait des mesures d'appui budgétaires continuent de peser sur les perspectives. Après avoir largement stagné l'année dernière, l'activité

²⁴ Voir l'analyse au chapitre II du rapport *World Economic Situation and Prospects 2024*.

économique devrait reprendre lentement en 2024 et 2025, dans un contexte de baisse de l'inflation, d'augmentation des revenus réels et d'assouplissement monétaire. L'augmentation des exportations devrait aussi soutenir la reprise à mesure que le commerce mondial se redresse. Les prévisions de croissance de l'Union européenne ont été revues légèrement à la baisse, à 1,0 % en 2024 et 1,6 % en 2025, contre 0,4 % en 2023. Au Royaume-Uni, une légère reprise est en cours après l'entrée en récession au second semestre de 2023. Le PIB devrait croître de 0,8 % en 2024 et de 1,5 % en 2025, contre 0,1 % en 2023.

60. Dans un contexte de faiblesse persistante de la production industrielle, les projections de croissance sont revues à la baisse pour les pays dont l'économie repose sur l'industrie manufacturière, notamment l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, la Hongrie et la Tchéquie. L'économie allemande est enlisée dans un marasme prolongé, avec des prévisions de croissance de seulement 0,3 % en 2024, après une contraction de 0,3 % en 2023. Les vents contraires temporaires dus à la faiblesse de la demande étrangère, à l'atonie de la consommation privée et au déclin de l'activité de construction exacerbent les problèmes structurels, notamment le manque d'investissements publics. En revanche, les perspectives économiques restent largement favorables dans de nombreux pays d'Europe du Sud, qui continuent de bénéficier d'une forte reprise du tourisme et de fonds provenant de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne.

61. Dans toute l'Europe, l'inflation a diminué plus rapidement que prévu au cours des derniers trimestres, sous l'effet d'une forte baisse des prix de l'énergie. L'inflation moyenne devrait ralentir, passant de 5,9 % en 2023 à 2,6 % en 2024 dans l'Union européenne et de 7,4 % à 3,0 % au Royaume-Uni. L'inflation s'approchant des niveaux cibles, la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et d'autres banques centrales devraient entamer un cycle d'assouplissement au cours de l'année à venir. Les marchés du travail européens ont remarquablement bien résisté à la hausse des taux d'intérêt et au ralentissement de la croissance, et ne devraient connaître qu'un léger fléchissement en 2024/25. Une nouvelle escalade des tensions géopolitiques pourrait accroître les pressions inflationnistes. La demande intérieure pourrait reprendre plus vigoureusement que prévu grâce à l'amélioration de la confiance des consommateurs et des entreprises, ce qui pourrait accroître les pressions inflationnistes.

Pays développés d'Asie et du Pacifique

62. Les prévisions de croissance du PIB du Japon pour 2024 restent inchangées par rapport aux prévisions de janvier, à savoir 1,2 %, contre 1,9 % en 2023. En mars 2024, la Banque du Japon a mis fin à son régime de taux d'intérêt négatifs en relevant le taux directeur pour la première fois depuis 2007, signalant ainsi la sortie de l'économie d'un état déflationniste. Si les bénéfices réalisés par les sociétés et l'optimisme des milieux d'affaires se sont améliorés, la consommation privée devrait rester faible, car la confiance des consommateurs a été lente à se rétablir du fait de la faible croissance des salaires nominaux.

63. Les projections de croissance pour 2024 ont été légèrement revues à la hausse pour l'Australie (de 1,5 % à 1,6 %) et à la baisse pour la République de Corée (de 2,4 % à 2,2 %). Bien que les taux d'inflation aient reculé nettement, la Banque de réserve d'Australie et la Banque de Corée restent prudentes quant au passage à l'assouplissement monétaire en raison des perspectives d'inflation incertaines. En Australie, la croissance rapide des salaires nominaux indique une pression à la hausse continue sur le niveau des prix.

Pays en transition économique

64. La guerre prolongée en Ukraine continue de nuire à la situation économique de la Communauté d'États indépendants et de la Géorgie. Après avoir affiché un taux de croissance de 4,0 % en 2023, le PIB de la région devrait augmenter de 3,3 % en 2024 et de 2,5 % en 2025, soit une légère hausse par rapport aux prévisions de janvier. L'inflation reste largement orientée à la baisse (sauf en Fédération de Russie), ce qui a permis à de nombreuses banques centrales de réduire leurs taux d'intérêt.

65. L'économie de la Fédération de Russie a connu une croissance plus forte que prévu (3,6 %) en 2023, alimentée par de fortes dépenses militaires, la construction et l'augmentation des transferts sociaux, en dépit d'un large éventail de sanctions. Le pays a largement réussi à éviter l'impact du plafonnement des prix du pétrole imposé par le Groupe des Sept et l'Union européenne et à contourner les restrictions sur les importations de haute technologie. La croissance devrait atteindre 2,7 % en 2024, grâce à un soutien budgétaire solide et à la poursuite du remplacement des importations. Toutefois, les retards croissants dans les opérations financières, l'application plus stricte des sanctions et la diminution de la disponibilité de la main-d'œuvre migrante font peser des risques sur l'économie.

66. L'économie de l'Ukraine a progressé de 5,3 % en 2023, après une forte contraction de près de 30 % en 2022. Une croissance modérée est prévue pour 2024. Le coût estimé de la reconstruction après le conflit a été revu à la hausse et s'élève désormais à 486 milliards de dollars²⁵. L'Union européenne, les bailleurs de fonds multilatéraux et d'autres parties fournissent une aide financière extérieure qui permet de combler les déficits budgétaires. L'Azerbaïdjan et le Kazakhstan devraient bénéficier de la hausse des prix du pétrole depuis le début de l'année 2024. D'autres économies du Caucase et de l'Asie centrale bénéficient de la délocalisation d'entreprises russes et des possibilités croissantes de réexportation vers le marché russe. Toutefois, le durcissement prévu des règles relatives à l'emploi de travailleurs migrants en Fédération de Russie réduira probablement les envois de fonds et créera des pressions sur les marchés du travail nationaux.

67. En Europe du Sud-Est, la croissance du PIB devrait se renforcer et passer d'un taux estimé à 2,5 % en 2023 à 3,2 % en 2024 et 3,3 % en 2025, principalement en raison du renforcement de la consommation privée et des investissements dans la région.

Économies en développement

Afrique

68. Après avoir affiché une croissance de 3,2 % en 2023, le PIB de l'Afrique devrait augmenter de 3,3 % en 2024 et de 3,9 % en 2025, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,3 point de pourcentage, respectivement, par rapport aux prévisions de janvier. En général, la croissance de la demande intérieure en Afrique reste limitée par des politiques monétaires et budgétaires rigoureuses et par des pressions croissantes sur la balance des paiements. La faiblesse des perspectives des plus grandes économies du continent, à savoir l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigéria, pèse sur la moyenne régionale. L'Égypte et le Nigéria sont aux prises avec de lourds problèmes de balance des paiements, les deux pays ayant dévalué leur monnaie et resserré leur politique monétaire au début de l'année 2024. L'Afrique du Sud continue de se heurter à des contraintes persistantes en matière d'approvisionnement en électricité et de capacité ferroviaire et portuaire, ce qui se traduit par une croissance médiocre. Les

²⁵ Banque mondiale, Ukraine, Union européenne et Organisation des Nations Unies, *Évaluation rapide des dommages et des besoins en Ukraine (RDNA3)*, février 2022-décembre 2023, février 2024.

perspectives de croissance sont meilleures en Éthiopie et au Kenya, bien que ces deux pays continuent d'avoir de graves problèmes d'endettement.

69. Au total, sept pays africains sont actuellement en situation de surendettement, et 13 présentent un risque élevé de surendettement. Il y a eu des progrès en matière d'accès aux marchés financiers internationaux : le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Kenya ont accédé au marché des euro-obligations au premier trimestre de 2024. Le Ghana et la Zambie ont conclu des accords avec leurs comités de créanciers publics et étudient des accords bilatéraux avec leurs prêteurs respectifs. La Zambie a également conclu un accord avec les détenteurs de sa dette commerciale pour restructurer 3 milliards de dollars en euro-obligations.

70. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé leur intention de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, ce qui constitue un revers majeur pour l'intégration régionale et menace d'affaiblir le commerce et les investissements intrarégionaux. Les tensions géopolitiques se sont accrues, en particulier au Sahel, où les principaux acteurs mondiaux se disputent l'accès aux ressources. Le conflit armé au Soudan, qui a débuté en avril 2023, se poursuit sans qu'on entrevoie d'issue.

71. L'insécurité alimentaire restera une préoccupation majeure pour le continent en 2024, 33 pays ayant besoin d'une aide alimentaire extérieure urgente en mars 2024²⁶. La baisse des rendements agricoles et la hausse des prix des céréales sont dues à l'instabilité politique dans certaines régions de l'Afrique de l'Ouest et de la Corne de l'Afrique, ainsi qu'à la sécheresse en Afrique australe (en partie attribuée à El Niño) et dans certaines parties de l'Afrique du Nord. Le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe ont déclaré l'état d'urgence national en raison de la sécheresse.

Asie de l'Est

72. Les économies d'Asie de l'Est devraient croître de 4,6 % en 2024 et de 4,5 % en 2025 (prévisions inchangées par rapport à janvier), contre 4,8 % en 2023. Cette solide performance économique est portée par la vigueur de la demande intérieure et la reprise continue du tourisme, tandis que les exportations de marchandises ont montré des signes d'amélioration. Toutefois, plusieurs risques pèsent sur les perspectives, notamment le maintien des taux directeurs à un niveau plus élevé pendant plus longtemps dans les principales économies développées, l'escalade des tensions géopolitiques et l'augmentation des risques climatiques.

73. L'économie chinoise devrait croître de 4,8 % en 2024 et de 4,5 % en 2025, ce qui représente un ralentissement par rapport aux 5,2 % enregistrés en 2023. Le secteur de l'immobilier doit encore surmonter de grandes difficultés. Malgré les mesures prises pour stabiliser le secteur, la baisse des investissements immobiliers et des ventes s'est poursuivie au premier trimestre de 2024. L'amélioration du commerce mondial a stimulé les exportations chinoises au début de 2024, mais les tensions commerciales persistantes pourraient continuer de freiner la demande extérieure de produits chinois. Toutefois, des politiques monétaires accommodantes et des politiques budgétaires dynamiques devraient soutenir la production économique à court terme. À plus long terme, le Gouvernement met l'accent sur une croissance de haute qualité, ce qui nécessite un appui politique solide pour stimuler la production industrielle et les investissements dans le secteur manufacturier, en particulier dans les secteurs émergents.

²⁶ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *Perspectives de récolte et situation alimentaire*, Rapport mondial triennal n° 1, (Rome, mars 2024).

74. Les autres économies de la région ont globalement bien résisté, même si l'on constate des variations considérables d'un pays à l'autre. La consommation privée a été un moteur important de la croissance, grâce à la baisse du chômage et à la hausse des revenus. Les pays exportateurs d'Asie de l'Est, à savoir la Malaisie, Singapour, le Viet Nam et la Province chinoise de Taïwan, ont observé des signes de reprise commerciale depuis la fin de l'année 2023, en particulier en ce qui concerne les exportations de produits électroniques. La reprise du tourisme international se poursuivant, on devrait voir une augmentation du nombre de visiteurs et une hausse des exportations de services dans les pays d'Asie de l'Est, en particulier les petits États insulaires en développement du Pacifique.

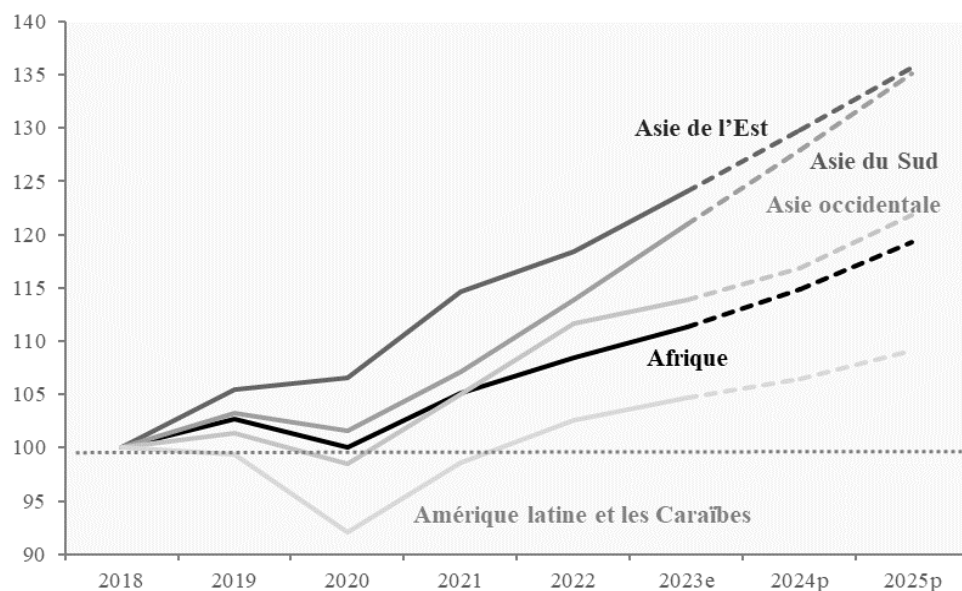
75. L'inflation moyenne est restée élevée dans plusieurs petites économies, telles que le Myanmar et la République démocratique populaire lao. Toutefois, l'atténuation des pressions inflationnistes dans la région a permis à de nombreuses banques centrales de suspendre le resserrement monétaire, voire de réduire les taux directeurs, par exemple au Viet Nam. Dans la plupart des économies, les taux directeurs devraient baisser progressivement, en fonction, dans une certaine mesure, des décisions de la Réserve fédérale américaine.

Asie du Sud

76. Les perspectives économiques de l'Asie du Sud devraient rester solides (voir figure XVII), soutenues par les bonnes performances de l'économie indienne et par une légère reprise au Pakistan et au Sri Lanka. Le PIB régional devrait croître de 5,8 % en 2024 (une révision à la hausse de 0,6 point de pourcentage depuis janvier) et de 5,7 % en 2025, ce qui est inférieur aux 6,2 % enregistrés en 2023. Toutefois, les conditions financières toujours tendues et les déséquilibres budgétaires et extérieurs continueront de peser sur la croissance dans la région. En outre, les augmentations potentielles des prix de l'énergie, dans le contexte des tensions géopolitiques et des perturbations actuelles en mer Rouge, constituent un risque pour les perspectives économiques de la région.

Figure XVII
Produit intérieur brut réel par région en développement

(Indice : 2018 = 100)



Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, sur la base des estimations réalisées à l'aide du modèle de prévision de l'économie mondiale.

Note : Pour l'Afrique, la Libye est exclue.

Abréviations : e = estimations ; p = prévisions.

77. L'économie indienne devrait croître de 6,9 % en 2024 et de 6,6 % en 2025²⁷, principalement grâce à la vigueur de l'investissement public et à la résilience de la consommation privée. La faiblesse de la demande extérieure continue de peser sur la croissance des exportations de marchandises, mais les exportations de produits pharmaceutiques et chimiques devraient augmenter clairement.

78. Dans l'ensemble de la région, l'inflation moyenne des prix à la consommation devrait être ramenée de 13,9 % en 2023 à 10,5 % en 2024 et à 7,4 % en 2025, grâce à l'atténuation des pressions à la dépréciation des monnaies et à la modération des prix des produits agricoles de base à mesure qu'El Niño s'affaiblit. L'inflation des prix à la consommation en Inde devrait ralentir, de 5,6 % en 2023 à 4,5 % en 2024, et resterait donc dans la fourchette visée à moyen terme de la banque centrale, comprise entre 2 et 6 %. De même, les taux d'inflation dans d'autres pays d'Asie du Sud ont baissé en 2023 et devraient continuer à ralentir en 2024, allant de 2,2 % aux Maldives à 33,6 % en République islamique d'Iran. Malgré une certaine modération, les prix alimentaires sont restés élevés au premier trimestre de 2024, en particulier au Bangladesh et en Inde.

79. Début 2024, la plupart des banques centrales de la région ont maintenu leurs taux directeurs inchangés ou poursuivi leur politique d'assouplissement monétaire. La Banque centrale du Sri Lanka a encore réduit son taux directeur de 50 points de base, à 8,5 %, pour appuyer la reprise économique. Plusieurs États chercheront probablement à poursuivre l'assainissement des finances publiques afin d'améliorer

²⁷ Les chiffres de croissance sont calculés sur la base de l'année civile.

la soutenabilité de la dette dans le cadre des programmes financés avec l'appui du Fonds monétaire international²⁸.

Asie occidentale

80. Dans un contexte de réduction prolongée de la production pétrolière, d'escalade des tensions géopolitiques et de perturbations commerciales en mer Rouge, l'Asie occidentale affronte des perspectives économiques difficiles à court terme. La croissance moyenne du PIB devrait reprendre, passant d'un taux estimé à 2,0 % en 2023 à 2,7 % en 2024 et à 4,2 % en 2025. Dans les pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, la croissance économique a été freinée par la baisse des prix du pétrole et la réduction de la production pétrolière, ce qui a eu des répercussions négatives sur les budgets publics de l'Arabie saoudite et du Koweït. En revanche, les Émirats arabes unis et le Qatar, où les efforts de diversification économique ont été plus fructueux, ont vu leurs recettes fiscales augmenter au début de l'année 2024. En Türkiye, la croissance devrait ralentir, passant d'un taux estimé à 4,5 % en 2023 à 3,2 % en 2024. La dévaluation rapide de la livre turque a accentué les pressions inflationnistes, poussant les autorités monétaires à recourir à des mesures de resserrement. Dans un contexte de ralentissement de la demande intérieure, qui a également entraîné une réduction des importations, le déficit courant s'est réduit au début de l'année.

81. L'inflation devrait diminuer progressivement dans l'ensemble de la région. Elle se maintient à un niveau élevé au Liban, en République arabe syrienne et en Türkiye, mais s'est considérablement ralentie en Jordanie, à Oman et au Qatar. Emboîtant le pas à la Réserve fédérale américaine, les banques centrales des pays membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe devraient maintenir des politiques monétaires rigoureuses afin de conserver leur parité avec le dollar. On devrait voir un assouplissement monétaire en Jordanie et en Türkiye au second semestre de 2024, si les pressions inflationnistes s'atténuent.

82. Les effets de la guerre à Gaza se sont fait sentir dans toute la région. Selon les estimations, l'économie de l'État de Palestine s'est contractée de 30 % au cours du quatrième trimestre de 2023, avec une baisse de 81 % de la production dans la bande de Gaza. L'indice des prix à la consommation pour février 2024 a augmenté de 27,2 % dans l'État de Palestine et de 118 % dans la bande de Gaza, reflétant une crise aiguë du coût de la vie. En Israël, la croissance du PIB s'est ralentie, passant de 6,4 % en 2022 à une estimation de 2 % en 2023, en raison d'une forte contraction de la consommation privée et de l'investissement immobilier et d'un léger recul des exportations. Les pays de la région ne produisant pas de pétrole subissent des retombées considérables. Le secteur du tourisme a été touché, la Jordanie et le Liban faisant état d'une chute abrupte du nombre d'arrivées. Le conflit à la frontière sud du Liban a affecté 30 % de la production agricole du pays, ce qui suscite des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire à court terme.

Amérique latine et Caraïbes

83. La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait ralentir, de 2,1 % en 2023 à 1,7 % en 2024, avant de remonter à 2,4 % en 2025. La croissance régionale reste terne, du fait des conditions monétaires toujours tendues, de la faiblesse de la demande extérieure et de vulnérabilités structurelles. L'inflation a diminué dans la plupart des pays en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. L'inflation annuelle moyenne devrait diminuer, de 6,3 %

²⁸ Au début de 2024, le FMI a conclu des accords de principe sur le deuxième examen du mécanisme élargi de crédit avec le Sri Lanka et sur le second et dernier examen de l'accord de confirmation avec le Pakistan.

en 2023 à 4,3 % en 2024²⁹. La croissance au Brésil devrait ralentir, passant de 2,9 % en 2023 à 2,1 % en 2024, en raison de l'effet différé de la hausse des taux d'intérêt et de la faiblesse de la production agricole. De même, l'activité économique au Mexique devrait s'affaiblir en raison du tassement de la demande intérieure et de conditions monétaires toujours strictes. Dans le cadre d'un programme de forte austérité, l'économie argentine devrait rester en récession en 2024, ce qui marquera la dix-septième année de contraction du PIB au cours des quatre dernières décennies.

84. Les marchés du travail sont en perte de vitesse dans plusieurs économies. Alors que la création d'emplois diminue, les taux de chômage augmentent au Brésil et restent élevés au Chili, en Colombie et en Uruguay. La marge d'action macroéconomique est limitée. La plupart des banques centrales assouplissent leur politique monétaire en raison de la diminution des pressions inflationnistes et du ralentissement de la demande intérieure. Toutefois, la persistance de taux d'intérêt élevés dans les économies développées pourrait retarder de nouvelles réductions des taux dans la région. Sur le plan budgétaire, la plupart des économies continuent de faire face à des difficultés considérables en raison de niveaux d'endettement et de coûts d'emprunt élevés ainsi que du ralentissement de la croissance économique. Plusieurs pays mettent en œuvre de nouvelles mesures de politique industrielle pour promouvoir les énergies vertes, les programmes d'infrastructure et le secteur des minéraux critiques (voir section II ci-dessus) et pour stimuler la croissance.

²⁹ Les estimations de l'inflation régionale excluent l'Argentine et le Venezuela (République bolivarienne du).